



**INTERNATIONAL CRIMINAL
TRIBUNAL FOR RWANDA**

Case No. ICTR-

THE PROSECUTOR AGAINST

PROTAIS MPIRANYA

INDICTMENT

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda, pursuant to the authority stipulated in Article 17 of the Statute of the International Criminal Tribunal for Rwanda ('the Statute of the Tribunal') charges:

PROTAIS MPIRANYA

with CONSPIRACY TO COMMIT GENOCIDE, GENOCIDE, COMPLICITY IN GENOCIDE, CRIMES AGAINST HUMANITY, and VIOLATIONS OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS AND ADDITIONAL PROTOCOL II, offences stipulated in Articles 2, 3 and 4 of the Statute of the Tribunal.

**LA JURIDICAL
POUR LE RWANDA**

N de dossier: TPIR-

LE PROCUREUR DU TRIBUNAL
CONTRE

PROTAIS MPIRANYA

ACTE D'ACCUSATION

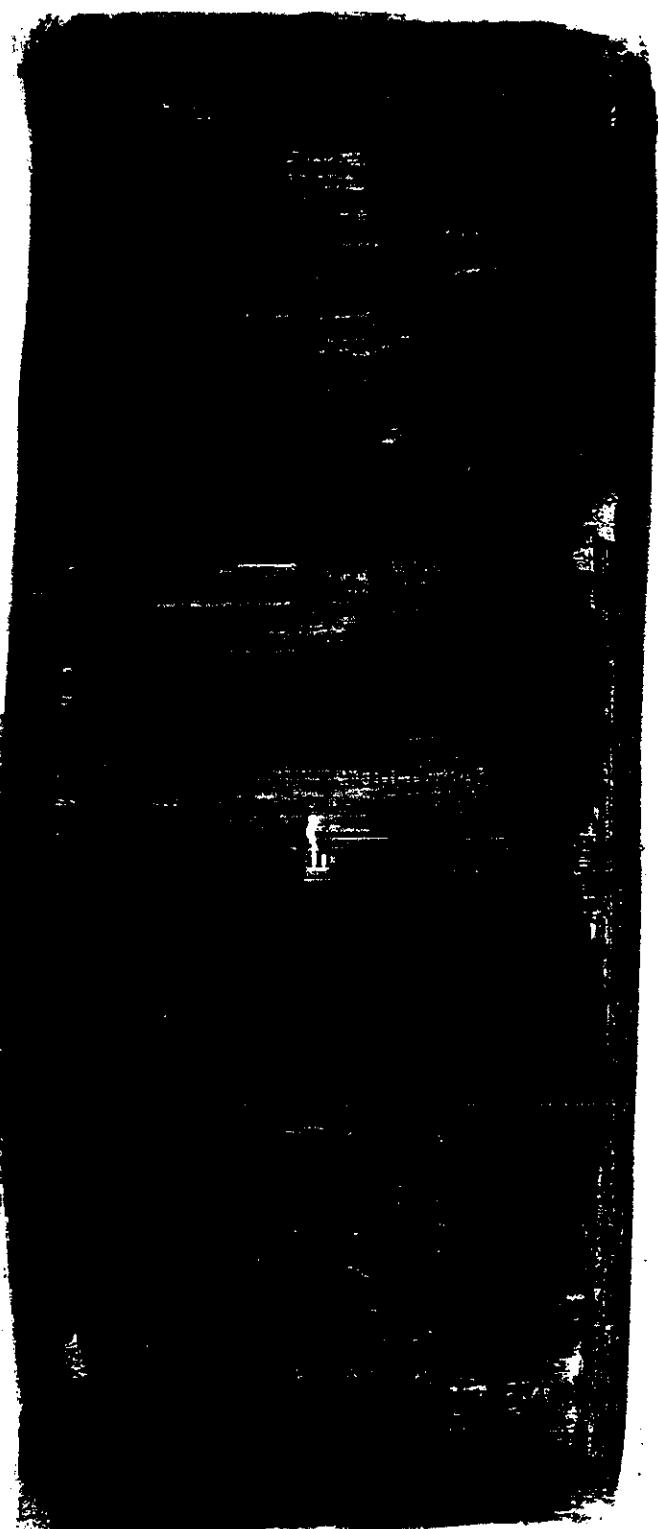
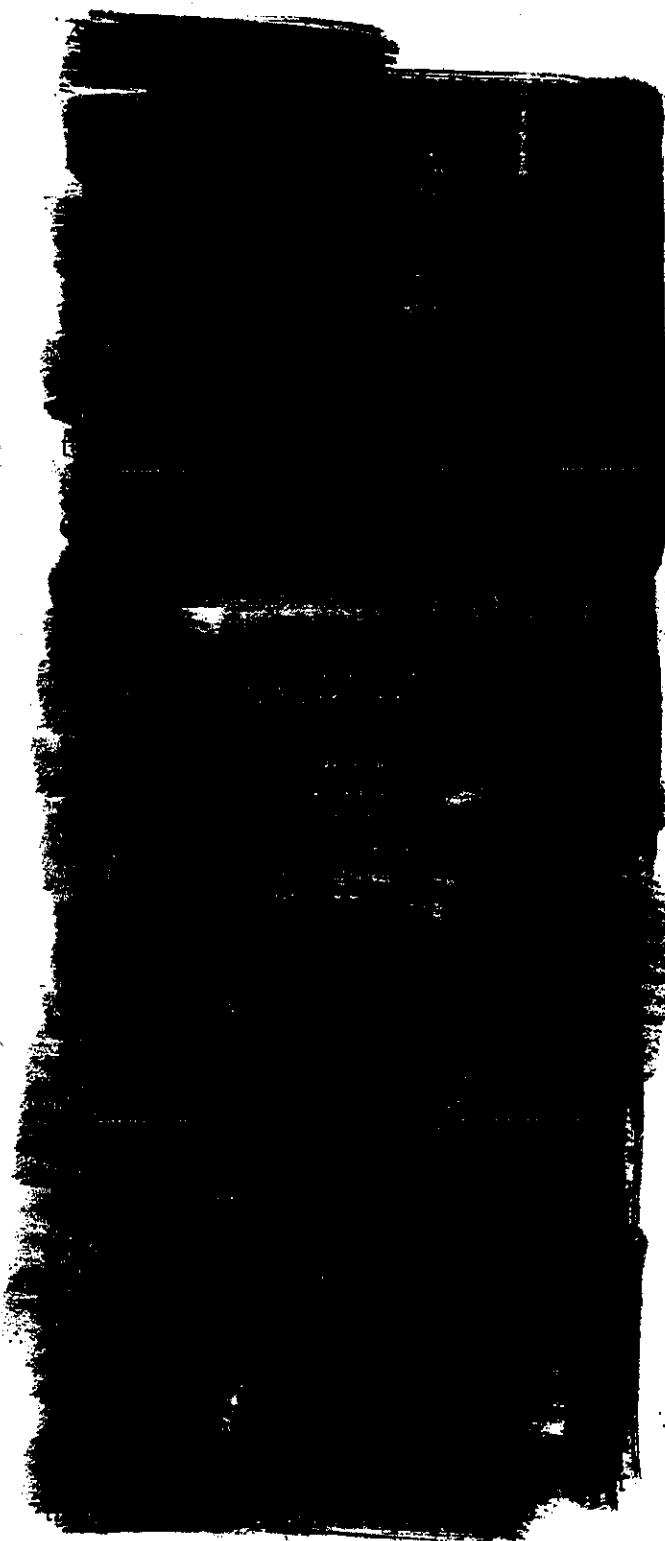
Le Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda, en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 17 du Statut du Tribunal Pénal International pour le Rwanda ("le Statut du Tribunal") accuse:

PROTAIS MPIRANYA

d'ENTENTE EN VUE DE
COMMETTRE LE GÉNOCIDE, de
GÉNOCIDE, de COMPLICITÉ DE
GÉNOCIDE, de CRIMES CONTRE
L'HUMANITÉ, et de VIOLATIONS DE
L'ARTICLE 3 COMMUN AUX
CONVENTIONS DE GENÈVE ET DU
PROTOCOLE ADDITIONNEL II,
crimes prévus aux articles 2, 3 et 4 du Statut
du Tribunal.

1. THE ACCUSED

1. LES ACCUSÉS



Protais Mpiranya

1.7 Protais Mpiranya was born in Gitarama préfecture, Rwanda.

1.8 During the events referred to in this indictment, Protais Mpiranya exercised the functions of Commander of the Presidential Guard Battalion within the High Command of the Rwandan Army.

1.9 In 1993, Protais Mpiranya was second-in-command of military operations and intelligence (S2 and S3) in the Presidential Guard Battalion. He was appointed Commander of the Presidential Guard Battalion in the same year.

1.10 In his capacity as Commander of the Presidential Guard Battalion in the Rwandan Army, Protais Mpiranya exercised authority over the units of this Battalion.

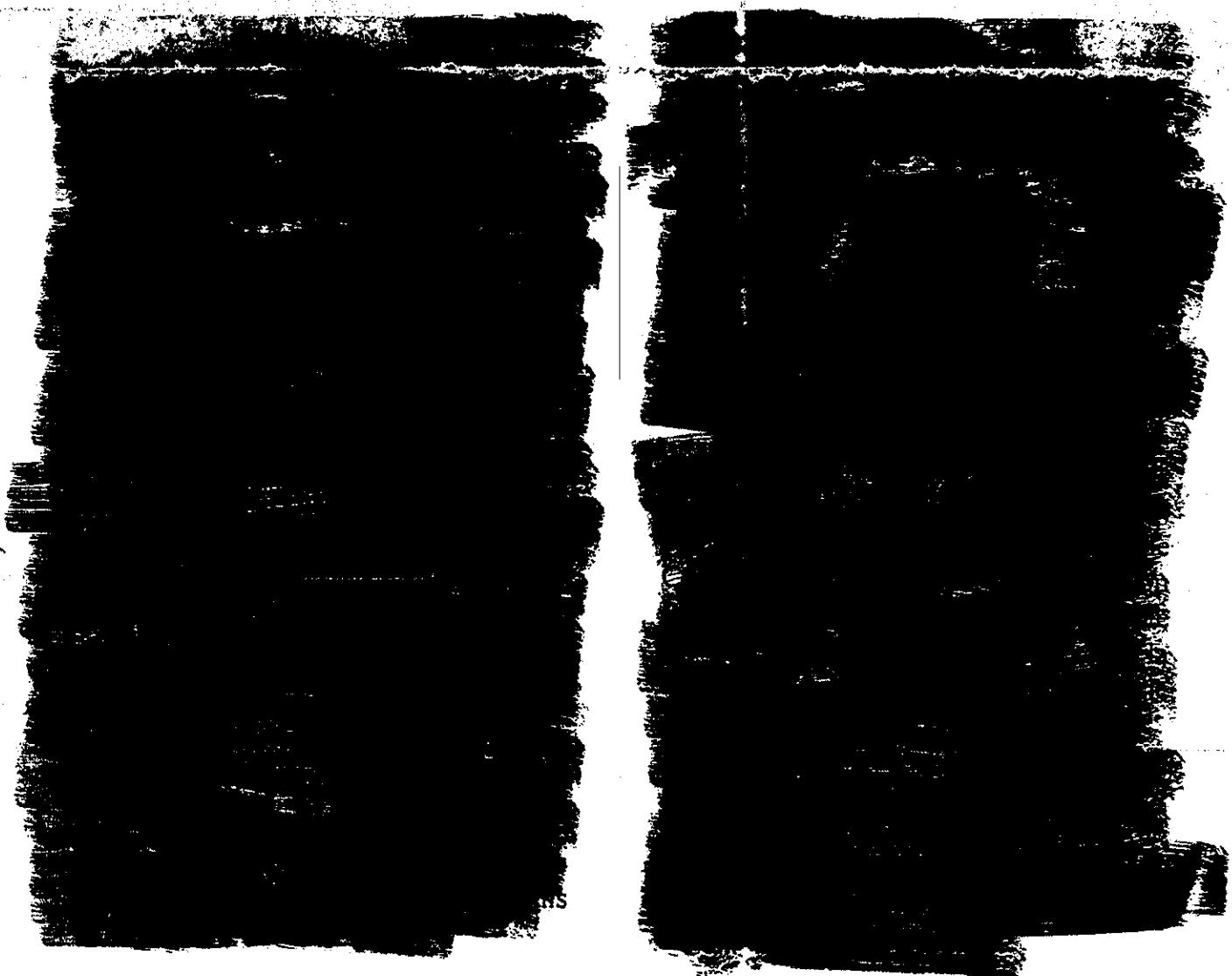
Protais Mpiranya

1.7 Protais Mpiranya est né dans la préfecture de Gitarama, Rwanda.

1.8 Lors des événements visés dans le présent acte d'accusation, Protais Mpiranya exerçait les fonctions de Commandant du Bataillon de la Garde Présidentielle de l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise.

1.9 En 1993, Protais Mpiranya était Commandant en second des opérations militaires et des renseignements (S2 et S3) du bataillon de la Garde Présidentielle. Au cours de la même année, il a été nommé Commandant du Bataillon de la Garde Présidentielle.

1.10 En sa qualité de Commandant du bataillon de la Garde Présidentielle de l'armée rwandaise, Protais Mpiranya exerçait une autorité sur les unités de ce Bataillon.



**2.CONCISE STATEMENT OF FACTS:
TERRITORIAL, TEMPORAL AND
MATERIAL JURISDICTION**

2.1 The crimes referred to in this indictment took place in Rwanda between 1 January and 31 December 1994.

2.2 During the events referred to in this indictment, Rwanda was divided into 11 *préfectures*: Butare, Byumba, Cyangugu, Gikongoro, Gisenyi, Gitarama, Kibungo, Kibuye, Kigali-Ville, Kigali-Rural and Ruhengeri. Each *préfecture* was subdivided into *communes*, *secteurs* and *cellules*.

2.3 During the events referred to in this indictment, the Tutsi, the Hutu and the Twa were identified as racial or ethnic groups.

2.4 During the events referred to in this indictment, there were throughout Rwanda widespread or systematic attacks directed against a civilian population on political, ethnic or racial grounds.

2.5 During the events referred to in this indictment, a state of non-international armed conflict existed in Rwanda. The victims referred to in this indictment were protected persons, according to the provisions of Article 3 common to the Geneva Conventions and of Additional Protocol II.

**2. EXPOSÉ SUCCINT DES FAITS:
COMPÉTENCES TERRITORIALE, TEMPORELLE ET MATÉRIELLE**

2.1 Les crimes visés par le présent acte d'accusation ont été commis au Rwanda entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1994.

2.2 Lors des événements auxquels se réfère le présent acte d'accusation, le Rwanda était divisé en 11 préfectures: Butare, Byumba, Cyangugu, Gikongoro, Gisenyi, Gitarama, Kibungo, Kibuye, Kigali-ville, Kigali-rural et Ruhengeri. Chaque préfecture est subdivisée en communes, en secteurs et en cellules.

2.3 Lors des événements auxquels se réfère le présent acte d'accusation, les Tutsi, les Hutu et les Twa étaient identifiés comme des groupes ethniques ou raciaux.

2.4 Lors des événements auxquels se réfère le présent acte d'accusation, il y a eu sur tout le territoire du Rwanda des attaques systématiques ou généralisées contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale.

2.5 Lors des événements auxquels se réfère le présent acte d'accusation, il y avait un conflit armé non international sur le territoire du Rwanda. Les victimes auxquelles se réfère le présent acte d'accusation étaient des personnes protégées, au sens de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II.

**3. CONCISE STATEMENT OF FACTS.
THE POWER STRUCTURE**

The Forces Armées Rwandaises

3.1 The *Forces Armées Rwandaises* (*FAR*) were composed of the *Armée Rwandaise* (*AR*) and the *Gendarmerie Nationale* (*GN*). The *Forces Armées Rwandaises* did not have a unified command and came directly under the Minister of Defence. The Commander-in-Chief of the *Forces Armées Rwandaises* was the President of the Republic.

3.2 The General Staff of the Rwandan Army was headed by a Chief of Staff, assisted by four senior officers in charge of four bureaux: G-1 (Personnel and Administration), G-2 (Intelligence), G-3 (Military Operations) and G-4 (Logistics).

3.3 The territory of Rwanda was divided into various military operations sectors, each headed by a military sector commander. Also, there were elite units within the Rwandan Army, namely the Presidential Guard, Para-Commando Battalion and Reconnaissance Battalion. The troops were divided into companies within the sectors and the units.

3.4 By virtue of their rank and their functions, the officers of the Rwandan Army had the duty to enforce the general rules of discipline for all soldiers under their authority, even those not belonging to their units.

**3. EXPOSE SUCCINÉ DES FAITS.
STRUCTURE DU POUVOIR**

Les Forces Armées Rwandaises

3.1 Les *Forces Armées Rwandaises* (*FAR*) étaient composées de l'*Armée Rwandaise* (*AR*) et de la *Gendarmerie Nationale* (*GN*). Les *Forces Armées Rwandaises* ne disposaient pas d'un Etat-Major unifié et relevaient directement du ministre de la Défense. Le chef suprême des *Forces Armées Rwandaises* était le Président de la République.

3.2 L'Etat-Major de l'*Armée Rwandaise* était dirigé par un Chef d'Etat-Major assisté de quatre officiers supérieurs responsables de quatre bureaux: le bureau du G-1, (Personnel et Administration), le bureau du G-2 (Renseignements et Intelligence), le bureau du G-3 (Opérations militaires) et le bureau du G-4 (Logistique).

3.3 Le territoire du Rwanda était divisé en différents secteurs d'opérations militaires. Chaque secteur était dirigé par un commandant militaire. En outre, il y avait des unités d'élites au sein de l'*Armée Rwandaise*: la Garde Présidentielle, le bataillon Para-Commando, et le bataillon de Reconnaissance. Les troupes étaient divisées en compagnies au sein des secteurs et des unités.

3.4 De par leur grade et leurs fonctions, les officiers de l'*Armée Rwandaise* avaient le devoir de faire respecter les règles générales de discipline par tous les militaires sous leur autorité, même s'ils n'appartaient pas à leurs unités.

3.5 The ~~gendarmerie staff~~ of the Gendarmerie Nationale was headed by a Chief of Staff, assisted by four senior officers in charge of four bureaux: G-1 (Personnel and Administration), G-2 (Intelligence), G-3 (Military Operations) and G-4 (Logistics).

3.6 The *Gendarmerie Nationale* was responsible for maintaining public order and peace and the observance of the laws in force in the country.

3.7 The *Gendarmerie Nationale* was under the Minister of Defence but could carry out its duties of ensuring public order and peace at the request of the local government authority having jurisdiction, namely the *Prefet*. In cases of emergency, this request could be made verbally, notably by telephone. Such requests had to be carried out immediately. In addition, the *Gendarmerie Nationale* was obliged to transmit to the *Prefet* all information relating to public order. It had the duty to assist anyone in danger.

3.5 L'Etat-Major de la Gendarmerie était dirigé par un Chef d'Etat-Major assisté de quatre officiers supérieurs responsables de quatre bureaux: le bureau du G-1. (Personnel et Administration), le bureau du G-2 (Renseignements et Intelligence). le bureau du G-3 (Opérations militaires) et le bureau du G-4 (Logistique).

3.6 La Gendarmerie Nationale était chargée du maintien de l'ordre et de la paix publique et de l'exécution des lois en vigueur dans le pays.

3.7 La Gendarmerie Nationale relevait du ministre de la Défense, mais pouvait exercer ses attributions de maintien de l'ordre et de la paix publique à la requête de l'autorité administrative territoriale compétente, en la personne du préfet. En cas d'urgence, cette réquisition pouvait être faite verbalement, notamment par téléphone. Cette réquisition devait être exécutée sans délai. En outre, la Gendarmerie Nationale devait porter à la connaissance du préfet tout renseignement concernant l'ordre public. Elle devait assistance à toute personne en danger.

The Political Parties and The Militia

3.8 During the events referred to in this indictment, the main political parties in Rwanda were the MRND (*Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement*), the CDR (*Coalition pour la Défense de la République*), the MDR (*Mouvement Démocratique Républicain*), the PSD (*Parti Social-Démocrate*) and the PL (*Parti Libéral*). The RPF (*Rwandan Patriotic Front*) was a politico-military opposition organization.

Les Partis Politiques et les Milices

3.8 Lors des événements visés dans le présent acte d'accusation, les principaux partis politiques au Rwanda étaient: le MRND (Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement), la CDR (Coalition pour la Défense de la République), le MDR (Mouvement Démocratique Républicain), le PSD (Parti Social-Démocrate) et le PL (Parti Libéral). Le FPR (Front Patriotique Rwandais) était une organisation politico-militaire d'opposition.

3. CONCISE STATEMENT OF FACTS: POWER STRUCTURE

3.9 Most of the political parties which created a youth wing. The MRND's youth wing was known as the "Interahamwe" and that of the CDR was known as the "Impuzamugambi". Most of the MRND and CDR youth wings' members subsequently received military training and were thus transformed from youth movements into militias.

3.9 La plupart des partis politiques avaient créé une aile jeunesse en leur sein. Celle du MRND était connue sous l'appellation "Interahamwe" et celle de la CDR sous le nom de "Impuzamugambi". Par la suite, la plupart des membres des ailes jeunesse du MRND et de la CDR ont reçu un entraînement militaire; ce qui a transformé ces mouvements de jeunesse en milices.

4. CONCISE STATEMENT OF THE FAITS: PRÉPARATION

4.1 From late 1990 until July 1994, [REDACTED] Protais Mpiranya, [REDACTED] conspired among themselves and with others to work out a plan with intent to exterminate the civilian Tutsi population and eliminate members of the opposition, so that they could remain in power. The components of this plan consisted of, among other things, recourse to hatred and ethnic violence, the training and distribution of weapons to militiamen as well as the preparation of lists of people to be eliminated. In executing the plan, they organized, ordered and participated in the massacres perpetrated against the Tutsi population and moderate Hutu.

4.2 In a letter dated 3 December 1993, certain FAR officers revealed to the UNAMIR Commander the existence of what they called a "Machiavellian plan" conceived by military personnel who were mainly from the North and who shared the extremist Hutu ideology. The objective of the Northern military was to oppose the Arusha Accords and keep themselves in power. The means to achieve this consisted in exterminating the Tutsi and their "accomplices". Moreover, the letter indicated the names of political opponents to be eliminated, including the following: Faustin Twagiramungu (Prime Minister of the Broad-Based Transitional Government; Landoald Ndasingwa (Vice-President of the PL Party and Minister of Labor and Community Affairs); Dismas Nsengiyaremye; Boniface Ngulinzira (Minister of Foreign Affairs) and Felicien Gatabazi. Some of them were in fact killed such as; Landoald Ndasingwa on 7 April

4. EXPOSÉ SUCCINT DES FAITS : PRÉPARATION

4.1 Dès la fin de 1990 jusqu'à juillet 1994, [REDACTED] Protais Mpiranya, [REDACTED] se sont entendus entre eux et avec d'autres pour élaborer un plan dans l'intention d'exterminer la population civile Tutsi et d'éliminer des membres de l'opposition et se maintenir ainsi au pouvoir. L'élaboration de ce plan comportait, entre autres, le recours à la haine et à la violence ethnique, l'entraînement et la distribution d'armes aux miliciens ainsi que la confection de listes de personnes à éliminer. Dans l'exécution de ce plan ils ont organisé, ordonné et participé aux massacres perpétrés à l'encontre de la population Tutsi et des Hutu modérés.

4.2 Dans une lettre datée du 3 décembre 1993, des officiers des FAR ont révélé au Commandant de la MINUAR l'existence d'un "plan machiavélique" conçu par des militaires essentiellement originaires du Nord et partageant l'idéologie Hutu extrémiste. L'objectif de ces militaires nordistes était de s'opposer aux Accords d'Arusha et de se maintenir au pouvoir. Les moyens pour ce faire consistaient à exterminer les Tutsi et leurs "complices". La lettre mentionnait, par ailleurs, les noms d'opposants politiques à éliminer, incluant les suivants: Faustin Twagiramungu (Premier Ministre désigné du Gouvernement de Transition à Base Elargie); Landoald Ndasingwa (Vice Président du Parti Libéral et Ministre du Travail et des Affaires Sociales); Dismas Nsengiyaremye; Boniface Ngulinzira (Ministre des Affaires Etrangères) et Félicien Gatabazi. Certains d'entre eux ont effectivement été assassinés

and Boniface Ngulinzira on 11 April 1994.

à savoir; Landeald Ndashewa le 7 avril et Boniface Ngulinzira le 11 avril 1994.

4.3 On 10 January 1994, UNAMIR was informed by an *Interahamwe* leader of the details of a plan to exterminate the Tutsi population and its "accomplices".

4.3 Le 10 janvier 1994, la MINUAR est informée, par un dirigeant des *Interahamwe*, des détails d'un plan d'extermination de la population Tutsi et de ses "complices".

Speeches and Incitement

4.4 The incitement to ethnic hatred and violence was a fundamental part of the plan put in place. It was articulated, before and during the genocide, by elements of the FAR on the one hand, and by members of the Government and local authorities on the other.

4.5 On 4 December 1991, President Juvénal Habyarimana set up a military commission. The commission was given the task of finding an answer to the following question: "*What do we need to do in order to defeat the enemy militarily, in the media and politically?*" Lt. Col. Anatole Nsengiyumva and Major Aloys Ntabakuze were members of this commission, presided by Colonel Théoneste Bagosora.

4.6 In a letter dated 21 September 1992, the General Staff of the Rwandan Army ordered that an extract from the commission report be circulated among the troops. The letter came from the office of the Chief of Intelligence (G-2), namely Lieutenant Colonel Anatole Nsengiyumva. The extract defined the main enemy as follows: "*Tutsis from inside or outside the country, who are extremists and nostalgic for power, who do not recognize and have never recognized the realities of the Social Revolution of 1959, and are seeking to regain power in Rwanda by any means, including taking up arms.*"

Discours et Incitation

4.4 L'incitation à la haine et à la violence ethniques a constitué un élément essentiel du plan mis en place. Elle a été articulée, avant et durant le génocide, d'une part par des éléments des FAR, et d'autre part par des membres du gouvernement et des autorités locales.

4.5 Le 4 décembre 1991, le Président Juvénal Habyarimana met en place une commission militaire. Cette commission était chargée de répondre à la question suivante: "*Que faut-il faire pour vaincre l'ennemi sur le plan militaire, médiatique et politique?*". Le Lt Col. Anatole Nsengiyumva et le Major Aloys Ntabakuze étaient membres de cette commission, présidée par le Colonel Théoneste Bagosora.

4.6 Dans une lettre datée du 21 septembre 1992, l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise a ordonné la diffusion, parmi les troupes, d'un extrait du rapport produit par cette commission. Cette lettre émanait du bureau du Chef des renseignements (G-2), à savoir le Lieutenant Colonel Anatole Nsengiyumva. Ce document définissait l'ennemi principal comme étant "*le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur, extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui n'a jamais reconnu et ne reconnaît pas encore les réalités de la Révolution Sociale de 1959 et qui veut reconquérir le pouvoir au Rwanda*

The secondary enemy was defined as: "Anyone providing any kind of assistance to the main enemy". The document specified that the enemy was being recruited from within certain social groups, notably: "the Tutsis inside the country, Hutus who are dissatisfied with the present regime, foreigners married to Tutsi women...". Among the activities the enemy was accused of, the document mentioned "the diversion of national opinion from the ethnic problem to the socio-economic problem between the rich and the poor".

4.7 The document and the use made of it by the senior officers aided, encouraged and promoted ethnic hatred and violence. In fact, these officers adopted and used in their speeches, comments and statements the definition of the enemy contained in this document and encouraged its distribution to the troops.

4.8 As from January 1993, [REDACTED] and others made statements wherein they identified the enemy as the Tutsi, and their sympathizers as the Hutu in the opposition. Notably, in January 1993 [REDACTED]

[REDACTED] stated that the enemy was known, and the enemy was the Tutsi.

4.9 As part of the negotiations of the Protocol on the integration of the Armed Forces under the Arusha Accords, the officers from the North saw their powers eroded. This reality they could not accept made it opportune for them to exacerbate the discourse of ethnic hatred and violence.

par tous les moyens, y compris les armes" et l'ennemi secondaire comme étant "*toute personne qui apporte tout concours à l'ennemi principal*". Le document précisait que le recrutement de l'ennemi se faisait parmi certains groupes sociaux, notamment : "...*Les Tutsi de l'intérieur, les Hutu mécontents du régime en place, les étrangers mariés aux femmes Tutsi...*" Parmi les activités reprochées à l'ennemi, le document mentionnait le "...*Détournement de l'opinion nationale du problème ethnique vers le problème socio-économique entre les riches et les pauvres*".

4.7 Ce document et l'utilisation qu'en ont faite les officiers supérieurs ont aidé, encouragé et favorisé la haine et la violence ethnique. De fait, ces officiers ont adopté et repris dans leur discours, commentaires et propos la définition de l'ennemi contenue dans ce document et en ont favorisé la distribution aux troupes.

4.8 Dès janvier 1993, [REDACTED] et autres ont tenu des propos identifiant l'ennemi aux Tutsi et ses sympathisants aux Hutu de l'opposition. Notamment, en janvier 1993 [REDACTED]

[REDACTED] a déclaré que l'ennemi était connu et que l'ennemi était le tutsi.

4.9 Dans le cadre des négociations du Protocole sur l'intégration des Forces Armées, prévues par les Accords d'Arusha, les officiers du Nord voyaient leurs pouvoirs s'éroder. Cette réalité inacceptable pour eux, allait leur fournir l'occasion d'exacerber le discours de haine et de violence ethniques.

4.10 Several senior officers in the Rwandan Army, [REDACTED]

[REDACTED] publicly stated that the extermination of the Tutsi would be the inevitable consequence of any resumption of hostilities by the RPF or if the implementation of the Arusha Accords. Furthermore, in February 1994 [REDACTED] stated that if the RPF attacked again he did not want to see one Tutsi alive in his sector of operations.

4.11 The characterization of the Tutsi as the enemy and of members of the opposition as their accomplices was echoed by politicians, notably by Léon Mugesera, MRND Vice-Chairman for Gisenyi préfecture, in a speech he made on 22 November 1992. Broadcasted on the state radio and therefore reaching a much larger audience, Léon Mugesera's speech already at that time was an incitement to exterminate the Tutsi population and their "accomplices".

The Militia Groups

4.12 The creation of the youth wings satisfied two of the political parties' concerns: to mobilize young people and to sensitize them to politics. The MRND and CDR followed the example of the MDR and RPF, which had already institutionalized their youth movements. Political rivalries during the multi-party period exacerbated tensions. The "*Interahamwe*" and "*Impuzamugambi*" began to be drawn astray from the time they were used to oppose violently the political demonstrations organized by parties of the opposition.

4.10 Plusieurs officiers supérieurs de l'Armée Rwandaise, [REDACTED]

[REDACTED] ont publiquement déclaré que l'extermination des Tutsi serait la conséquence inévitable de toute reprise des hostilités par le FPR ou de la mise en application des Accords d'Arusha. En outre, en février 1994 [REDACTED] a déclaré que si le FPR attaquait à nouveau il ne voulait plus voir un tutsi vivant dans son secteur opérationnel.

4.11 La qualification des Tutsi comme étant l'ennemi et des membres de l'opposition comme étant leurs complices, a été reprise par des politiciens, notamment Léon Mugesera, Vice Président du MRND pour la préfecture de Gisenyi, dans un discours prononcé le 22 novembre 1992. Diffusé sur la Radio d'Etat et s'adressant ainsi à un public beaucoup plus large, le discours de Léon Mugesera, a incité, dès cette époque, à exterminer la population Tutsi et ses "complices".

Les milices

4.12 La création des ailes jeunesse répondait à deux préoccupations au niveau des partis politiques: mobiliser et sensibiliser les jeunes à la politique. Le MRND et la CDR ont suivi l'exemple du MDR et du FPR qui avaient déjà institutionnalisé leurs mouvements de jeunesse. Les rivalités politiques de la période du multi-partisme ont exacerbé les tensions. Les "*Interahamwe*" et les "*Impuzamugambi*" ont été entraînés dans la dérive dès lors qu'ils ont été utilisés pour s'opposer violemment aux manifestations politiques organisées par les partis de l'opposition.

4.13 In order to ensure that, when the time came, the extermination of the enemy and its "accomplices" would be carried out swiftly and effectively, it was necessary to create a militia that was structured, armed and complementary to the Armed Forces. For the militia to be represented nationally, *Interahamwe* committees were created at préfecture level.

4.14 As from 1993, and even before that date, anxious to radicalize the *Interahamwe* movement, the leaders of the MRND, in collaboration with officers of the FAR, decided to provide military training to those members most devoted to their extremist cause and to other idle youths. Furthermore, weapons were distributed to them.

Training of the Militia Groups

4.15 As from 1992, the training was supervised by military, including [REDACTED] Protais Mpiranya and civilian authorities. Training was conducted simultaneously in several *préfectures* around the country: Ruhengeri, Cyangugu, Gisenyi and Butare, as well as in the Mutara sector. Training also took place in military camps, particularly at the Gabiro, Gako, Mukamira and Bigogwe camps, as well as around these camps or in neighbouring forests.

4.16 [REDACTED] as far back as 1992, [REDACTED] supervised the training of militiamen in collaboration, with the local civil authorities, such as bourgmestres and *conseiller* of sectors.

4.13 Afin de s'assurer qu'à terme, l'extermination de l'ennemi et de ses "complices" se ferait rapidement et efficacement, il était nécessaire de constituer une milice, structurée, armée et complémentaire aux Forces Armées. Pour donner une représentation nationale à cette milice, des comités d'*Interahamwe* ont été créés au niveau préfectoral.

4.14 Dès 1993 et même avant, dans un souci de radicalisation du mouvement *Interahamwe*, les dirigeants du MRND en collaboration avec des officiers des FAR, ont décidé de faire suivre aux éléments les plus dévoués à leur cause extrémiste et à d'autres jeunes désœuvrés, un entraînement militaire. En outre, des armes leur ont été distribuées.

L'entraînement des milices

4.15 Dès 1992, l'entraînement était supervisé par des militaires, parmi lesquels [REDACTED] Protais Mpiranya, et des autorités civiles. Ces entraînements ont eu lieu simultanément dans plusieurs préfectures du pays: Ruhengeri, Cyangugu, Gisenyi, Butare et dans le secteur du Mutara. Ces entraînements se tenaient dans des camps militaires, notamment les camps de Gabiro, Gako, Mukamira et de Bigogwe et également aux alentours de ces camps ou dans les forêts avoisinantes.

4.16 [REDACTED] dès 1992, [REDACTED] a supervisé l'entraînement de miliciens en collaboration avec des autorités civiles locales, tels bourgmestres et conseillers de secteurs.

4.17 In 1993, after his appointment as Commander of Military Operations in the Mutara sector, Colonel Léonard Nkundiye supervised the training of the MRND militia, the *Interahamwe*, in collaboration with Major Protais Mpiranya who sent him some of his subordinates for this purpose.

4.18 Moreover, in 1993, the involvement of Colonel Léonard Nkundiye's men in the training was confirmed by internal inquiries which were ordered following a telegram sent to various units, as well as to the General Staff, by the Commander of the Rwamagana military camp. The telegram revealed the involvement of soldiers from the Mutara sector in the training in question.

4.19 On 10 January 1994, a leader of the *Interahamwe* militia informed UNAMIR that 1,700 militiamen had undergone training and that they could eliminate 1,000 Tutsi every twenty minutes.

4.20 The secret training of the militiamen became more and more notorious. They could, on some occasions be seen training in public places or on their way to the training sites, at times with element of the Presidential Guard, while chanting slogans inciting the extermination of the enemy.

Distribution of Weapons to the Militia Groups

4.21 In order to implement the plan for the extermination of the enemy and its "accomplices", the militiamen were to receive weapons, in addition to military

4.17 En 1993, après sa nommination au titre de Commandant du secteur opérationnel du Mutara, le Colonel Léonard Nkundiye a supervisé l'entraînement des miliciens du MRND, les Interahamwe en collaboration avec le Major Protais Mpiranya qui lui a envoyé, à cette fin, de ses subordonnés.

4.18 D'ailleurs, en 1993, l'implication des hommes du Colonel Léonard Nkundiye dans ces entraînements a été confirmée par des enquêtes internes ordonnées à la suite d'un télégramme adressé à différentes unités, ainsi qu'à l'Etat-Major par le Commandant du camp de Rwamagana. Ce télégramme révélait l'implication des militaires du secteur de Mutara dans lesdits entraînements.

4.19 Le 10 janvier 1994, un dirigeant des milices *Interahamwe* a informé la MINUAR que 1,700 miliciens avaient suivi un entraînement et qu'ils pouvaient éliminer 1,000 Tutsi toutes les vingt minutes.

4.20 Les entraînements secrets des miliciens sont devenus de plus en plus de notoriété publique. On a pu les voir s'entraîner, à certaines occasions, dans des endroits publics ou se diriger vers les sites d'entraînement, parfois en compagnie d'éléments de la Garde Présidentielle, en chantant des slogans incitant à l'extermination de l'ennemi.

La distribution d'armes aux milices

4.21 Pour mettre en oeuvre le plan d'extermination de l'ennemi et ses "complices", les miliciens devaient recevoir, en plus d'un entraînement militaire, des

training. Hence, since late 1992 and early 1993, the military and civilian authorities distributed weapons to the militiamen and certain carefully selected members of the civilian population in various *préfectures* of the country.

4.22 In 1993, President Habyarimana declared in Ruhengeri that the *Interahamwe* had to be *equipped* so that, come the right time, "*ils descendent*".

4.23 Before and during the events referred to in this indictment, [REDACTED] **Protails Mpiranya** and others distributed weapons to the militiamen and certain carefully selected members of the civilian population with the intent to exterminate the Tutsi population and eliminate its "accomplices".

4.24 From July 1993 to July 1994, the new Minister of Defence, Augustin Bizimana, encouraged and facilitated the acquiring of weapons for MRND militants by openly asserting that the Ministry of Defence was a Ministry of the MRND. This was in contrast to the policy followed by the former Minister, which favoured deterring the proliferation of weapons.

4.25 As early as 1992, [REDACTED]

[REDACTED]
distributed weapons to militiamen either by giving them directly or to his subordinates, *bourgmestres* and *conseillers* who, in turn, distributed them to militiamen. [REDACTED]

armes. Aussi, dès la fin 1992 début 1993, les autorités militaires et civiles ont distribué des armes aux miliciens et à certains membres soigneusement choisis de la population civile, dans différentes préfectures du pays.

4.22 En 1993, le Président Habyarimana déclarait à Ruhengeri qu'on devait équiper les *Interahamwe* pour qu'au moment opportun, "*ils descendent*".

4.23 Avant et durant les événements visés dans le présent acte d'accusation, [REDACTED] **Protails Mpiranya** et d'autres ont distribué des armes aux miliciens et à certains membres soigneusement choisis de la population civile dans l'intention d'exterminer la population Tutsi et d'éliminer ses "complices".

4.24 De juillet 1993 à juillet 1994, le nouveau ministre de la Défense, Augustin Bizimana, a encouragé et favorisé l'obtention d'armes pour les militants du MRND, en affirmant de surcroît que le ministère de la Défense Nationale était un ministère du MRND. Ceci était en contradiction avec la politique établie par l'ancien Ministre de la Défense qui dissuadait l'acquisition d'armes pour des particuliers.

4.25 Dès 1992, [REDACTED]

[REDACTED]
distribué des armes aux miliciens soit directement, soit par l'entremise des ses subordonnées, des *bourgmestres* et *conseillers* qui les ont distribuées, par la suite, aux miliciens. [REDACTED]

[REDACTED]

4.26 Furthermore, the distribution of weapons was sanctioned by the authorities, including General Deogratias Nsabimana, Chief of Staff of the Rwandan Army, notably in a meeting in February 1994 at the Muhoza Military camp, during which he reassured the soldiers about the distribution of weapons to the interahamwe, alleging that it was to fight against the RPF in case of an attack.

4.27 Due to the proliferation of weapons in Kigali-ville préfecture, UNAMIR put in place a disarmament program, entitled Kigali Weapon Security Area (KWSA). The program came into effect in early 1994. Concurrently, in cooperation with the Chief of Staff of the Gendarmerie, Augustin Ndindiliyimana, UNAMIR organized search operations in Kigali. The effectiveness of the operations was compromised by General Augustin Ndindiliyimana, who gave advance information on the search target locations to Mathieu Ngirumpatse, MRND Chairman. The latter passed the information on to the *Interahamwe*, who immediately moved the weapons.

4.28 On 7 January 1994, Augustin Ndindiliyimana and other influential MRND members participated in a meeting at the MRND headquarters in opposition to the disarmament program. It was decided at the meeting to use all possible means to resist the implementation of the disarmament, and also to hide weapons at various locations.

[REDACTED]

4.26 En outre, ces distributions d'armes ont été cautionnées par des autorités, parmi lesquelles le Général Déogratias Nsabimana, Chef de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise notamment lors d'une réunion, en février 1994, au Camp Militaire de Muhoza au cours de laquelle il a rassuré les militaires concernant la distribution d'armes aux interahamwe, alléguant que c'était pour se défendre contre le FPR en cas d'attaque.

4.27 En raison de la prolifération des armes dans la préfecture de Kigali-ville, la MINUAR a mis en place un programme de désarmement, dénommé Kigali Weapon Security Area (KWSA). Ce programme est entré en vigueur au début de l'année 1994. Parallèlement, et en collaboration avec le Chef d'Etat-Major de la gendarmerie, Augustin Ndindiliyimana, la MINUAR a organisé des opérations de fouille à Kigali. L'efficacité de ces opérations a été compromise par le Général Augustin Ndindiliyimana, qui a informé à l'avance Mathieu Ngirumpatse, Président du MRND, du lieu des perquisitions. Ce dernier en avertit les *Interahamwe* qui déplaçèrent les armes immédiatement.

4.28 Le 7 janvier 1994, Augustin Ndindiliyimana et d'autres membres influents du MRND ont participé à une réunion au quartier général du MRND, pour s'opposer au programme de désarmement. Il y a été décidé, d'une part, de résister par tous les moyens à l'exécution du programme de désarmement, et d'autre part de dissimuler des armes à différents endroits.

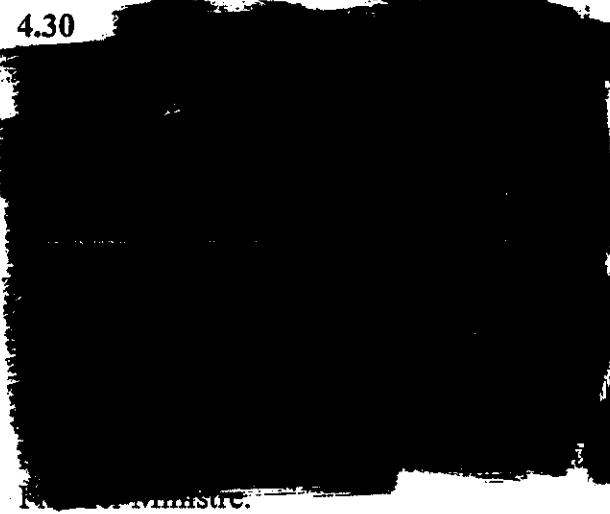
4.29 On 10 January 1994, UNAMIR was informed by an *Interahamwe* leader of the existence of weapons caches in Kigali and of a plan to eliminate the Tutsi population. It instructed one of its officers to uncover the exact locations of the weapons. On 13 January 1994, that officer identified several caches throughout Kigali, in places controlled by members of the MRND, notably at the party headquarters in Kimihurura, in a house belonging to General Augustin Ndindiliyimana. During the search of that house, the UNAMIR officer discovered several firearms and cases of ammunition. The informer asserted that, as regards the military aspects of his duties, he was under the orders of MRND Chairman, Mathieu Ngirumpatse, and the Army Chief of Staff, Déogratias Nsabimana. Moreover, he informed UNAMIR that the weapons that were distributed had come from the Army.

4.30



4.29 Le 10 janvier 1994, la MINUAR a été informée, par un dirigeant des *Interahamwe*, de l'existence de caches d'armes à Kigali, et d'un plan pour éliminer la population Tutsi. Elle a mandaté un de ses officiers pour s'assurer de l'emplacement exact des armes. Le 13 janvier 1994, cet officier a localisé plusieurs caches d'armes à travers la ville de Kigali, dans des lieux contrôlés par des membres du MRND, notamment au quartier général du parti, situé à Kimihurura, dans une maison appartenant au Général Augustin Ndindiliyimana. Lors de la fouille, l'officier de la MINUAR a découvert, à cet endroit, plusieurs armes à feu et des caisses de munitions. L'informateur a affirmé travailler sous les ordres du Président du MRND, Mathieu Ngirumpatse, et du Chef d'Etat Major de l'Armée, Déogratias Nsabimana pour les aspects militaire de ses tâches. Il a, en outre, informé la MINUAR que les armes distribuées provenaient de l'Armée.

4.30



Establishment of Lists

4.31 Having identified the Tutsi as the enemy and the members of the opposition as their accomplices, members of the Army

Confection de listes

4.31 Après avoir identifié le Tutsi comme étant l'ennemi principal et les membres de l'opposition comme ses complices, des

General Staff, ~~civilian authorities~~ and militiamen drew up lists of people to be executed.

4.32 In 1992, at a meeting, Colonel Théoneste Bagosora instructed the two General Staffs to draw up lists of people identified as the enemy and its accomplices. The Intelligence Bureau (G-2) of the Rwandan Army prepared the lists under the supervision of Anatole Nsengiyumva. The lists were regularly updated under the authority of Anatole Nsengiyumva and afterwards, of Aloys Ntiwigabo.

4.33 In March 1993, following a traffic accident, a list of the type described above was found ~~in the vehicle of the Chief of Staff, Déogratias Nsabimana~~.

~~in the vehicle of the Chief of Staff, Déogratias Nsabimana~~. During the events of April to July 1994, some of the people on that list were killed.

4.34 On 10 January 1994, an *Interahamwe* leader informed UNAMIR that he had received orders to draw up lists of Tutsi to be eliminated.

4.35 From 7 April to late July, military, gendarmes and *Interahamwe* massacred members of the Tutsi population and of moderate Hutu by means of pre-drawn lists, among other things.

Precursors Revealing A Deliberate Course of Action

4.36 The political and ethnic violence of the early 1990s was characterized by the use of the elements of the strategy which achieved its finality in the genocide of April

au sein de l'Etat-Major de l'Armée, des autorités civiles et des miliciens ont dressé des listes de personnes à exécuter.

4.32 En 1992, lors d'une réunion, le Colonel Théoneste Bagosora a demandé aux deux Etats-Majors d'établir des listes de personnes identifiées comme étant l'ennemi et ses complices. Les agents du service de renseignements du G-2 de l'Armée Rwandaise ont procédé à la confection de ces listes, sous la supervision d'Anatole Nsengiyumva. Ces listes ont été régulièrement mises à jour sous l'autorité d'Anatole Nsengiyumva et par la suite d'Aloys Ntiwigabo.

4.33 En mars 1993, à la suite d'un accident de circulation, une telle liste a été découverte ~~dans le véhicule du Chef d'Etat-Major, Déogratias Nsabimana~~.

~~dans le véhicule du Chef d'Etat-Major, Déogratias Nsabimana~~. Durant les événements d'avril à juillet 1994, des personnes sur cette liste ont été assassinées.

4.34 Le 10 janvier 1994, un dirigeant des *Interahamwe* a informé la MINUAR qu'il avait reçu l'ordre de préparer des listes de Tutsi à éliminer.

4.35 Du 7 avril à la fin juillet, des militaires, des gendarmes et des *Interahamwe* ont perpétré des massacres de membres de la population Tutsi et des Hutu modérés, entre autres à l'aide de listes pré-établies.

Antécédents révélant une conduite délibérée

4.36 La violence ethnique et politique du début des années 90 a été caractérisée par l'utilisation des éléments de la stratégie qui allait connaître son aboutissement avec le

1994. The massacres of the Tutsi minority during that period, including those in Kibilira (1990), in Bagogwe (1991) and those of Bugesera (1992), were instigated, facilitated and organized by civilian and military authorities. On each occasion, a campaign of incitement to ethnic violence, conducted by local authorities, was followed by massacres of the Tutsi minority, perpetrated by groups of militiamen and civilians, armed and assisted by the same authorities and by certain military personnel. On each occasion, these crimes remained unpunished and the authorities implicated were generally not taken to task.

4.37 Cooperation between the Interahamwe and certain military personnel, particularly those in the Presidential Guard and the Para-Commando Battalion, was manifested again in early 1994, in opposition to the implementation of the institutions provided for under the Arusha Accords. On 5 January 1994, at the time of the swearing-in ceremony of the Broad-Based Transitional Government, the Interahamwe organized a demonstration in cooperation with members of the Presidential Guard. On that occasion, Major Protails Mpiranya, despite several attempts made by UNAMIR to negotiate with him, prevented the access of political opponents into the premises of the Conseil national de développement (CND), particularly the members of the Liberal Party of Landoauld Ndasingwa (Lando). The swearing-in of the members of the Government did not take place. In the end, only the President, Juvénal Habyarimana, was sworn in.

4.38 On 8 January 1994, the Interahamwe, in complicity with elements

génocide de 1994. Les massacres de la minorité Tutsi perpétrés à cette époque, tels que ceux à Kibilira (1990), à Bugesera (1992), et ceux à l'encontre des Bagogwe (1991) ont été suscités, facilités et organisés par des autorités civiles et militaires. À chaque occasion une campagne d'incitation à la violence ethnique menée par des autorités locales a été suivie de massacres de la minorité Tutsi, perpétrés par des groupes de miliciens et de civils, armés et aidés par ces mêmes autorités et certains militaires. À chaque occasion, ces crimes sont demeurés impunis et les autorités impliquées n'ont généralement pas été inquiétées.

4.37 La collaboration entre des Interahamwe et certains militaires, particulièrement de la Garde Présidentielle et du Bataillon Para-Commando, s'est de nouveau manifestée au début de 1994 pour s'opposer à la mise en place des institutions prévues par les Accords d'Arusha. Le 5 janvier 1994, lors de la cérémonie prévue pour la prestation de serment du Gouvernement de Transition à Base Elargie, les Interahamwe ont organisé une manifestation en collaboration avec des éléments de la Garde Présidentielle. A cette occasion, le Major Protails Mpiranya, malgré plusieurs tentatives par l'UNAMIR pour négocier avec lui, a interdit l'accès au CND (Conseil national de développement) aux opposants politiques, particulièrement les membres du parti Libéral de l'aile de Landoauld Ndasingwa (Lando). La prestation de serment des membres du Gouvernement n'a pas eu lieu. Finalement seul le Président, Juvénal Habyarimana, a prêté serment.

4.38 A nouveau, le 8 janvier 1994, les Interahamwe en complicité avec des

of the Presidential Guard and the Para-Commando Battalion dressed in civilian clothes, again organized a demonstration near the CND. On that occasion, the *Interahamwe* had hidden weapons in the neighbourhood and were equipped with radios provided by the Presidential Guard. That demonstration, was intended to provoke and cause injury to the Belgian UNAMIR soldiers. However, no Belgian UNAMIR patrol was sent to the scene on the occasion.

Modus Operandi

4.39 Finally, as of 7 April 1994, throughout Rwanda, Tutsis and some moderate Hutus, began to flee their homes to escape the violence of which they were victims on their hills and to seek refuge in places where they had traditionally felt safe, notably churches, hospitals and other public buildings such as *commune* and *préfecture* offices. On several occasions, gathering points were indicated to them by the local authorities, who had promised to protect them. During the initial days, the refugees were protected by a few gendarmes and communal police in those various locations, but subsequently, the refugees were systematically attacked and massacred by militiamen, often assisted by the same authorities who had promised to protect them. During the numerous attacks on the refugees throughout the country, personnel of the FAR, military or gendarmes, who were supposed to protect them, prevented the Tutsi from escaping and facilitated their massacre by the *Interahamwe*. On several occasions, these FAR personnel participated directly in the massacres.

Éléments de la Garde Présidentielle et du Bataillon Para-Commando habillés en civils, ont organisé une manifestation près du CND. À cette occasion, les *Interahamwe* avaient dissimulé des armes dans les parages et étaient équipés de radios fournies par la Garde Présidentielle. Cette manifestation visait à provoquer et blesser les soldats belges de la MINUAR. Finalement, aucune patrouille belge de la MINUAR ne s'est présenté sur les lieux à cette occasion.

Modus Operandi

4.39 Finalement, dès le 7 avril 1994, sur tout le territoire du Rwanda, des Tutsi et certains Hutu modérés, pour échapper à la violence dont ils étaient victimes sur leurs collines, ont commencé à fuir leurs maisons pour chercher refuge dans des endroits où traditionnellement ils s'étaient sentis en sécurité, notamment des églises, des hôpitaux et d'autres édifices publics comme les bureaux communaux et préfectoraux. À plusieurs occasions, des endroits de rassemblement leur avaient été indiqués par des autorités locales qui avaient promis de les protéger. Durant les premiers jours, les réfugiés ont été protégés par quelques gendarmes et policiers communaux dans ces différents endroits, mais par la suite, systématiquement, les réfugiés ont été attaqués et massacrés par des miliciens, souvent aidés par ces mêmes autorités qui avaient promis de protéger les réfugiés. Au cours des nombreuses attaques menées contre les réfugiés partout à travers le pays, des membres des FAR, militaires ou gendarmes, qui devaient les protéger, ont empêché les Tutsi de fuir et facilité leur massacre par les *Interahamwe*. A plusieurs occasions, ces membres des FAR ont participé directement aux massacres.

4.40 Furthermore, soldiers, militiamen and gendarmes ~~abducted some Tutsi women~~ and girls, and took them to other locations, where they raped or sexually assaulted them or committed other crimes of a sexual nature against them. These acts were commonly accompanied by verbal abuses, physical assault, degrading treatments and several cases of murder. Those crimes resulted in serious mental and physical injuries, permanent disabilities, including destruction of reproductive organs, unwanted pregnancies and sexual transmitted diseases, including AIDS .

4.40 En outre, des militaires, des miliciens et des gendarmes ont enlevé certaines femmes et jeunes filles Tutsi qu'ils ont conduites ailleurs et à l'encontre desquelles ils ont commis des viols, des agressions sexuelles et d'autres crimes de nature sexuelle. Ces crimes étaient souvent accompagnés de violence verbale, de voies faits graves, de traitements dégradants et plusieurs cas d'assassinats. Ces crimes ont occasionné des blessures physiques et psychologiques graves, des incapacités permanentes, incluant la destruction d'organes reproducteurs, des grossesses non désirées et des maladies transmises sexuellement, incluant le SIDA.

**5. CONCISE STATEMENT OF
THE FACTS: OTHER
VIOLATIONS OF
INTERNATIONAL
HUMANITARIAN LAW**

Power Crisis

5.1 On 6 April 1994 at about 8:30 p.m., the plane carrying, among other passengers, the President of the Republic, Juvénal Habyarimana, was shot down on its approach to Kigali Airport, Rwanda.

5.2 Following the crash of the President's plane, the *Forces Armées Rwandaises* were left without leadership. The President was dead, along with the Chief of Staff of the Rwandan Army, Colonel Déogratias Nsabimana. The Minister of Defence, Augustin Bizimana, and the Chief of Intelligence Services (G2) in the Rwandan Army, Colonel Aloys Ntiwiragabo, were on mission in the Republic of Cameroon. They returned to the country in the days that followed. Gratien Kabiligi, the officer in charge of operations (G3) in the Rwandan Army General Staff, was also on mission in Egypt and immediately returned to the Headquarters when he was briefed about the situation. In the absence of the Minister of Defence, Colonel Théoneste Bagosora, *directeur de cabinet*, asserted himself as the man of the moment capable of managing the crisis.

Military Takeover Attempt

5.3 During the night of 6 to 7 April, a first meeting mainly of officers of the two General Staffs was held at the Rwandan

**5. EXPOSÉ SUCCINCT DES FAITS
AUTRES VIOLATIONS DU
DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE**

Crise du pouvoir

5.1 Au soir du 6 avril 1994 vers 20:30 heures, l'avion transportant entre autres passagers le Président de la République du Rwanda, Juvénal Habyarimana, a été abattu peu avant son atterrissage à l'aéroport de Kigali, Rwanda.

5.2 Après la chute de l'avion présidentiel, les Forces Armées Rwandaises se sont retrouvées sans direction. Le Président était mort ainsi que le chef d'Etat-Major (AR), le Colonel Déogratias Nsabimana. Le Ministre de la Défense, Augustin Bizimana et le responsable des renseignements (G2) de l'Etat-Major (AR), le Colonel Aloys Ntiwiragabo, étaient en mission en République du Cameroun. Ils sont revenus au pays dans les jours qui ont suivi. Gratien Kabiligi, responsable des opérations (G3) de l'Etat-Major (AR), était également en mission en Egypte et a rejoint l'Etat-Major aussitôt informé de la situation. En l'absence du Ministre de la Défense, le Colonel Théoneste Bagosora, directeur de cabinet, s'est imposé comme l'homme de la situation à même de gérer la crise.

Tentative de prise de pouvoir militaire

5.3 Dans la nuit du 6 au 7 avril, une première réunion rassemblant principalement des officiers des deux État-

Army Headquarters in Kigali military camp. The meeting was also attended by UNAMIR's Commander in Chief, General Dallaire. During this meeting Colonel Théoneste Bagosora and other officers, including Major Kayumba, expressed their desire to take power. Despite the advice of some other people to involve Prime Minister Agathe Uwilingiyimana in managing the crisis, Colonel Théoneste Bagosora refused to consult her in any way, ceasing to acknowledge her authority.

5.4 In the early hours of the morning of 7 April 1994, the duty officer at the Rwandan Army headquarters, Major Kayumba, was informed that gunfire had been heard near the Prime Minister's residence. He told his interlocutor that he was aware of the situation, and said that: "*It's us trying to prevent the Prime Minister from going to the radio station.*"

5.5 General Augustin Ndindiliyimana, Colonel Théoneste Bagosora and Lieutenant-Colonel Rwabalinda met the Ambassador of the United States of America at his residence on 7 April, at around 9:00 a.m. When the Ambassador asked them the reason why the Prime Minister was being prevented from making a radio address, Colonel Théoneste Bagosora was silent. However, to explain the shooting heard in the city, Colonel Théoneste Bagosora told the Ambassador that the Presidential Guard soldiers were upset about the President's death and were shooting in the air.

Majors s'est tenue à l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise au camp de Kigali. Etais présent à cette réunion, le Commandant en Chef de la MINUAR, Général Dallaire. Au cours de cette rencontre, le Colonel Théoneste Bagosora et d'autres officiers, parmi lesquels le Major Kayumba, ont manifesté leur volonté de prendre le pouvoir. Malgré les recommandations de certaines personnes d'associer le Premier Ministre, Agathe Uwilingiyimana, à la gestion de cette crise, le Colonel Théoneste Bagosora s'est opposé à toute consultation de cette dernière, ne lui reconnaissant plus aucun pouvoir.

5.4 Le 7 avril 1994, aux premières heures de la matinée, l'officier de permanence à l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise, le Major Kayumba, a été informé de ce que des coups de feu avaient été entendus près de la résidence du Premier Ministre. Il a déclaré à son interlocuteur qu'il était au courant de la situation et que "*c'est nous qui voulons empêcher le PM d'aller à la radio.*"

5.5 Le Général Augustin Ndindiliyimana, le Colonel Théoneste Bagosora et le Lieutenant-Colonel Rwabalinda ont rencontré le 7 avril vers 09.00 heures l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à la résidence de ce dernier. Interrogé par l'Ambassadeur sur les raisons pour lesquelles on interdisait au Premier Ministre de prononcer un discours à la radio, le Colonel Théoneste Bagosora a gardé le silence. Par contre, le Colonel Théoneste Bagosora a expliqué à l'Ambassadeur que les coups de feu entendus dans la ville étaient le fait de membres de la Garde Présidentielle qui, affectés par la mort du Président de la République, tiraient en l'air.

5.6 In the morning of 7 April, another meeting of the FAR officers was held at the *Ecole Supérieure Militaire* (ESM); those participating included Major Aloys Ntabakuze, Major François-Xavier Nzuwonemeye and Lt. Col. Léonard Nkundiye. Also present were the commanding officers of the sectors of operation in Rwanda, the commanders of the military camps and officers of the General Staff (AR and GN). The Commander of the Presidential Guard, Major Mpiranya, did not attend that meeting. Meanwhile, his men were already perpetrating massacres. The meeting was chaired by Colonel Théoneste Bagosora. He reiterated his position, maintaining that the military should take over power. For the third time, Colonel Théoneste Bagosora refused that the Prime Minister be consulted, adding that he did not know if the Prime Minister was still alive. The meeting ratified the decision taken in the night to establish a "crisis committee" composed of senior military officers, including General Augustin Ndindiliyimana, Théoneste Bagosora and Tharcisse Renzaho.

5.7 While this meeting was going on, Prime Minister Agathe Uwilingiyimana was tracked down, arrested, sexually assaulted and killed by Rwandan Army personnel, more specifically, by members of the Presidential Guard under the command of Major Protas Mpiranya, the Para-Commando Battalion and the Reconnaissance Battalion [REDACTED]

[REDACTED] Concurrently, members of the same units arrested, confined and killed important opposition leaders and prominent figures in the Tutsi community. Hence, the following people were killed: the President

5.6 Dans la matinée du 7 avril, une nouvelle réunion des officiers des FAR s'est tenue à l'*École Supérieure Militaire* (ESM). Ont participé à la rencontre: le Major Aloys Ntabakuze, le Major François-Xavier Nzuwonemeye et Lt-Col Léonard Nkundiye. Ont été également présents: des officiers commandants des secteurs opérationnels du Rwanda, des commandants des camps militaires et des officiers d'État-Major (AR et GN). Le Commandant de la Garde Présidentielle, le Major Mpiranya, n'a pas assisté à cette réunion. Pendant ce temps ses hommes se livraient déjà à des massacres. Le Colonel Théoneste Bagosora a dirigé cette réunion. Il a réitéré sa position et maintenu que les militaires devaient prendre le pouvoir. Le Colonel Théoneste Bagosora s'est opposé, pour une troisième fois, à toute consultation du Premier Ministre, ajoutant qu'il ne savait pas si le Premier Ministre était toujours en vie. La réunion a entériné la décision prise dans la nuit de créer un "comité de crise" regroupant des officiers supérieurs militaires, parmi lesquels le Général Augustin Ndindiliyimana, Théoneste Bagosora et Tharcisse Renzaho.

5.7 Pendant que se déroulait la réunion, le Premier Ministre, Madame Agathe Uwilingiyimana était traquée, arrêtée, agressée sexuellement et tuée par des membres de l'Armée Rwandaise, plus particulièrement ceux de la Garde Présidentielle qui relevaient du commandement du Major Protas Mpiranya, du bataillon Para-Commando et du bataillon de Reconnaissance [REDACTED]

[REDACTED] Parallèlement à cet assassinat, des membres de ces mêmes unités ont arrêté, séquestré et tué des leaders importants de l'opposition et

Court, Joseph Kavaruganda; the Chairman of the PSD party and Minister of Agriculture. Frederic Nzamurambago; the Vice-Chairman of the PL party and Minister of Labor and Community Affairs. Landoald Ndasingwa; as well as a member of the Political Bureau of the MDR, the Minister of Information. Faustin Rucogoza. That same morning, the ten Belgian para-commandos from UNAMIR who were guarding the Prime Minister were murdered at Kigali military camp.

5.8 The elimination of political opponents made it impossible to establish the Broad-Based Transitional Government (BBTG), stipulated in the Arusha Accords. The murder of the Belgian soldiers prompted the withdrawal of most of UNAMIR's contingents. Those two events removed the two major obstacles to the pursuit of the massacres.

Formation of the Interim Government

5.9 Having failed in their attempt at a military takeover, military officers and leaders of the MRND opted to establish an Interim Government which would aid and abet the continuation of the massacres.

Scaling-Down of UNAMIR's Personnel

5.10 UNAMIR was established in order to facilitate the peaceful establishment/putting in place of the institutions foreseen under the Arusha Accords. This United Nations military force was perceived as an obstacle

des personnalités éminentes de la communauté Tutsi. C'est ainsi qu'ont été tués: le Président de la Cour Constitutionnelle, M. Joseph Kavaruganda, le Président du PSD et Ministre de l'Agriculture, M. Frédéric Nzamurambago, le Vice-Président du PL et Ministre du Travail et des Affaires Sociales, M. Landoald Ndasingwa, ainsi qu'un membre du Bureau Politique du MDR, Ministre de l'Information, M. Faustin Rucogoza. Dans la même matinée, les 10 Para-Commandos belges de la MINUAR qui protégeaient le Premier Ministre étaient assassinés au camp militaire de Kigali.

5.8 L'élimination des opposants politiques a empêché la mise en place du Gouvernement de Transition à Base Élargie (GTBE) prévu aux Accords d'Arusha. L'assassinat des militaires belges a provoqué le retrait de la majeure partie des contingents de la MINUAR. Ces deux événements ont écarté les deux obstacles majeurs à la poursuite des massacres.

Formation du Gouvernement Intérimaire

5.9 Faisant face à l'échec de la tentative de prise du pouvoir par certains militaires, des officiers militaires et des dirigeants du MRND ont mis en place un Gouvernement Intérimaire qui allait aider et encourager la continuation des massacres.

Réduction des effectifs de la MINUAR

5.10 La MINUAR avait été instituée dans le but de faciliter la mise en place pacifique des institutions prévues aux Accords d'Arusha. Cette force militaire des Nations Unies était perçue comme un obstacle par

to the ~~protection~~ of power, by certain members of the ~~extremist~~ political circles. Certain eminent figures in this circle thus adopted a strategy intended to provoke the Belgian military contingent, UNAMIR's most effective and best-equipped contingent. Their ultimate goal was to force them to withdraw.

5.11 Hence, a propaganda campaign against the Belgians was undertaken, notably with the aid of the media, such as *Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLM)* and the *Kangura* newspaper.

5.12 On 7 January 1994, [REDACTED] and other influential MRND members participated in a meeting at the MRND headquarters. On that occasion, they decided to provoke the Belgians by various means, notably during the demonstration which was to take place on 8 January 1994.

5.13 Indeed, on 8 January 1994, elements of the Presidential Guard under the command of **Protais Mpiranya** and of the Para-Commando Battalion in civilian clothes participated in the said demonstration with a number of *Interahamwe*. They had hidden weapons in the vicinity of the demonstration with the intention of killing some Belgian UNAMIR soldiers. However, no Belgian UNAMIR patrol was sent to the scene on the occasion.

5.14 During the night of 6 to 7 April 1994, a number of Belgian military personnel were ordered to go to the Prime Minister's residence and to escort her to the national radio station, where she was to make an address. When they arrived at the Prime Minister's residence at around 5:00

certaines membres de la classe politique extrémiste. Aussi des personnalités de ce groupe ont adopté une stratégie visant à provoquer les militaires belges qui avait le contingent le plus efficace et le mieux équipé de la MINUAR. L'objectif à terme était de forcer leur retrait.

5.11 Dans cet esprit, une campagne de propagande anti-belge a été menée, notamment par le truchement des moyens médiatiques tels que la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLM) et le journal *Kangura*.

5.12 Le 7 janvier 1994, [REDACTED] et d'autres membres influents du MRND ont participé à une réunion au quartier général du MRND. À cette occasion, ils ont décidé de provoquer les Belges, par différents moyens, notamment lors de la manifestation du 8 janvier 1994.

5.13 En effet, le 8 janvier 1994, des éléments de la Garde Présidentielle, sous le commandement de **Protais Mpiranya** et du Bataillon Para-Commando en tenue civile, ont participé à ladite manifestation avec des *Interahamwe*. Ils avaient caché des armes aux alentours des lieux de la manifestation dans le but de tuer des militaires belges de la MINUAR. Finalement, aucune patrouille belge de la MINUAR ne s'est présenté sur les lieux à cette occasion.

5.14 Dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, des soldats belges ont reçu l'ordre d'aller au domicile du Premier Ministre pour l'escorter jusqu'à la Radio Nationale où elle devait prononcer un discours. Arrivés à la résidence du Premier Ministre, vers 5.00 heures, ils ont été attaqués par des militaires

a.m., they were attacked by FAR personnel, including elements from the Presidential Guard, the Para-Commando Battalion and the Reconnaissance Battalion. Later, the ten Belgian paracommandos, along with the five Ghanaian soldiers who were guarding the Prime Minister, were disarmed and arrested. Despite the terms under which their surrender was negotiated and the promise to take them to a UNAMIR base, the Belgian and Ghanaian soldiers were taken to Kigali military camp.

5.15 As soon as they arrived at Camp Kigali at around 9:00 a.m., the UNAMIR soldiers were attacked and beaten by Rwandan soldiers in front of Rwandan Army officers. Four of the Belgian soldiers were killed instantly. Meanwhile, the Ghanaian soldiers were set free. The six remaining Belgian soldiers withstood several attacks over some hours before finally being killed.

5.16 Augustin Ndindiliyimana was about 100 metres away, participating in a meeting at the staff college (*École Supérieure Militaire*). He was informed by the Camp Commander, Lt. Nubaha, that the Belgian UNAMIR soldiers were under risk of death at Kigali military camp. Other officers, including Major François-Xavier Nzuwonemeye, joined the meeting after leaving Kigali military camp while the assaults against the Belgian soldiers were still being perpetrated and four of them were already dead.

5.17



des FAR, parmi lesquels des éléments de la Garde Présidentielle, du Bataillon Para-Commando et du Bataillon de Reconnaissance. Par la suite, les dix para commandos belges ont été désarmés et arrêtés, en compagnie des cinq soldats ghanéens qui assuraient la protection du Premier Ministre. Malgré leur reddition négociée et la promesse d'être conduits à une base de la MINUAR, les militaires belges et ghanéens ont été amenés au camp de Kigali.

5.15 Dès leur arrivée au camp de Kigali, aux environs de 9.00 heures, les soldats de la MINUAR ont été attaqués et battus par des militaires rwandais, et ce devant des officiers de l'Armée Rwandaise. Quatre militaires belges ont été tués sur le champ. Pendant ce temps, les soldats ghanéens ont été libérés. Les six autres militaires belges ont résisté à plusieurs attaques pendant quelques heures avant d'être achevés.

5.16 À une centaine de mètres de ces lieux, Augustin Ndindiliyimana participait à une réunion à l'Ecole Supérieure Militaire. Il a été informé, par le Commandant du camp, le Lt Nubaha, que des militaires belges de la MINUAR était en danger de mort au camp militaire de Kigali. Certains officiers, parmi lesquels, le Major François-Xavier Nzuwonemeye ont rejoint la réunion après avoir quitté le camp de Kigali, alors que les attaques contre les soldats belges se poursuivaient et que quatre d'entre eux avaient déjà été tués.

5.17



**5: CONCISE STATEMENT OF THE FACTS:
OTHER VIOLATIONS OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW**

Due to the anti-Belgian propaganda and the murder of ten Belgian para-commandos, Belgium informed the Security Council on 13 April 1994 that it was withdrawing its contingent from Rwanda. A week later, the Security Council ordered a drastic reduction of UNAMIR's civilian and military personnel.

En raison de la propagande anti-Beige et de l'assassinat des 10 para-commandos belges, la Belgique a informé le Conseil de Sécurité, le 13 avril 1994, qu'elle retirait son contingent du Rwanda. Une semaine après, le Conseil de Sécurité a ordonné une réduction drastique du personnel civil et militaire de la MINUAR.

Perpetration of the Massacre and other crimes

5.19 As from 7 April 1994, massacres of the Tutsi population, which included on many occasions, rapes, sexual assaults and other crimes of a sexual nature, and the murder of numerous political opponents were perpetrated throughout the territory of Rwanda. These crimes, which had been planned and prepared for a long time by prominent civilian and military figures who shared the extremist Hutu ideology, were carried out by militiamen, military personnel and gendarmes on the orders and directives of some of these authorities, including [REDACTED]

[REDACTED] Major Protais Mpiranya, [REDACTED]

5.20 As of the night of 6 to 7 April, in the capital, elements of the Presidential Guard set-up roadblocks, reinforced with armoured vehicles, on the major roads, controlling people's movements. Concurrently, groups of soldiers scoured the city and murdered civilians.

5.21 During the night of 6 to 7 April, at the meeting of the officers of the General Staff, UNAMIR's Commander in Chief recommended that the militias remain calm and that the Presidential Guard battalion return to camp. Colonel Théoneste Bagosora, who chaired the meeting, assured him of his cooperation. Moreover, General Augustin Ndindiliyimana agreed to strengthen the joint Gendarmerie-UNAMIR patrols in view of the situation. He did not subsequently give any orders to that effect.

Commission des massacres et autres crimes

5.19 À partir du 7 avril 1994, des massacres de la population Tutsi incluant à plusieurs occasions des viols, des agressions sexuelles et d'autres crimes de nature sexuelle et l'assassinat de nombreux opposants politiques ont été commis sur tout le territoire du Rwanda. Ces crimes planifiés et préparés de longue date par des personnalités civiles et militaires partageant l'idéologie hutu extrémiste ont été perpétrés par des miliciens, des militaires et des gendarmes suivant les ordres et les directives de certaines de ces autorités, dont [REDACTED]

[REDACTED] Major Protais Mpiranya, [REDACTED]

5.20 Dès la nuit du 6 au 7 avril, dans la capitale, des éléments de la Garde Présidentielle ont érigé des barrages, renforcés par des véhicules blindés, sur les principaux axes routiers, contrôlant ainsi le déplacement de la population. Parallèlement, des groupes de militaires ont sillonné la ville et se sont livrés à des assassinats de civils.

5.21 Dans la nuit du 6 au 7 avril, lors de la réunion des officiers de l'Etat-Major, le Commandant en Chef de la MINUAR a recommandé que les milices restent calmes et que le Bataillon de la Garde Présidentielle regagne son camp. Le Colonel Théoneste Bagosora, qui dirigeait cette réunion, l'a assuré de sa collaboration. En outre, le Général Augustin Ndindiliyimana s'est engagé à renforcer les patrouilles conjointes de la gendarmerie et de la MINUAR compte tenu des circonstances. Il n'a donné,

5.22 During this meeting, Colonel Théoneste Bagosora withdrew several times to an adjacent room to receive calls. During this period, Colonel Théoneste Bagosora talked on the phone to Lieutenant-Colonel Anatole Nsengiyumva. Immediately following the said conversation, Lieutenant-Colonel Anatole Nsengiyumva gave the order to begin the massacres in Gisenyi Prefecture.

5.23 Despite the reassurances of General Ndindiliyimana's among others, militiamen set up roadblocks of their own or joined those manned by gendarmes and soldiers of the Presidential Guard, the Para-Commando and the Reconnaissance Battalions. At these roadblocks, people's identities were checked, by means of verification of identity cards, and the Tutsi or those identified as such were summarily executed.

5.24 On 7 April, an official representative of the RPF and certain FAR officers asked General Augustin Ndindiliyimana and Col. Théoneste Bagosora , as well as the General Staff of the Rwandan Army, to control the military personnel, notably the Presidential Guard, who were murdering civilians.

5.25 Following the meeting of the morning of 7 April 1994, Colonel Théoneste Bagosora blatantly ignored these requests and ordered Major Aloys Ntabakuze, Commander of the Para-Commando Battalion, Major François-Xavier Nzuwonemeye, Commander of the Reconnaissance Battalion, and Lieutenant-Colonel Léonard Nkundiye, former

subséquemment, aucun ordre à cet effet.

5.22 Au cours de cette réunion, le Colonel Théoneste Bagosora s'est retiré à plusieurs reprises dans une salle adjacente pour recevoir ses appels. Durant cette période, le Colonel Théoneste Bagosora s'est entretenu au téléphone avec le Lieutenant-Colonel Anatole Nsengiyumva. Immédiatement après cet entretien, le Lieutenant-Colonel Anatole Nsengiyumva a donné l'ordre de commencer les massacres dans la préfecture de Gisenyi.

5.23 Malgré les assurances données entre autres par le Général Augustin Ndindiliyimana, des miliciens ont érigé leurs propres barrages ou se sont joints à ceux des gendarmes et des militaires de la Garde Présidentielle, des Bataillons Para-Commando et Reconnaissance. À ces barrages, on vérifiait l'identité des passants notamment en contrôlant les cartes d'identité et on y exécutait sommairement les Tutsi ou ceux reconnus Tutsi.

5.24 Dans la journée du 7 avril, un représentant officiel du FPR et certains officiers des FAR ont demandé au Général Augustin Ndindiliyimana et au Colonel Théoneste Bagosora ainsi qu'à l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise de contrôler les militaires, qui commettaient des assassinats contre la population civile, notamment la Garde Présidentielle.

5.25 Après la réunion du 7 avril au matin, le Colonel Théoneste Bagosora a fait fi de ces demandes et a donné ordre au Major Aloys Ntabakuze, Commandant du Bataillon Para-Commando, au Major François-Xavier Nzuwonemeye, Commandant du Bataillon de Reconnaissance et au Lieutenant Colonel Léonard Nkundiye, ancien Commandant de la Garde

Commander of the Presidential Guard proceeded with the massacres. On the same day, groups of soldiers, including elements of the Presidential Guard and of the Para-Commando Battalion, proceeded to carry out selective assassinations of people whose names were on lists.

5.26 On 7 of April 1994, the General Staff of the Rwandan Army sent a telegram ordering their troops to seek the assistance of the *Interahamwe* and of the people in identifying the Tutsi and to proceed to exterminate them.

5.27 After a radio broadcast, the same day, of a communiqué, asking people to remain at home and await further instructions, the systematic process of elimination of the civilian Tutsi and the moderate Hutu population by military personnel and militiamen was facilitated, in that most people were to be found in their homes or in their localities.

5.28

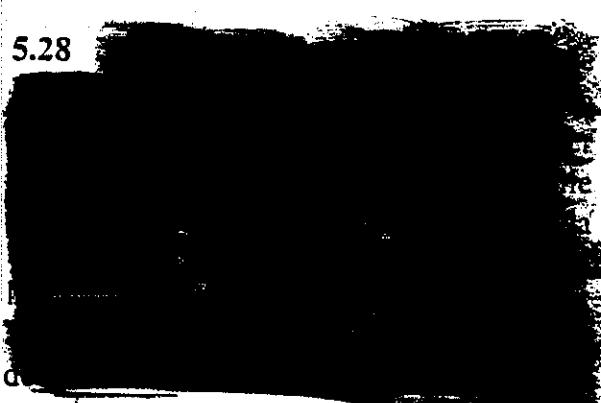


Présidentielle, ont procédé aux massacres. Dans la même journée des groupes de militaires, dont des éléments de la Garde Présidentielle et du Bataillon Para-Commando, ont procédé à des assassinats sélectifs de personnes figurant sur des listes.

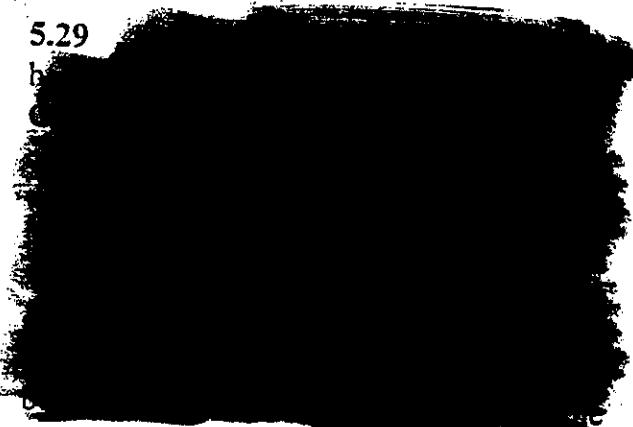
5.26 Le 7 avril 1994, l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise a envoyé un télégramme ordonnant aux troupes de requérir l'aide des *Interahamwe* et de la population pour identifier les Tutsi et procéder à leur élimination.

5.27 Avec la radiodiffusion, le même jour, d'un communiqué demandant à la population de rester à la maison en attendant de nouvelles directives, le processus d'élimination par des militaires et des miliciens de la population Tutsi et Hutu modérée a été facilitée puisque la majorité de la population est restée confinée chez elle.

5.28



5.29



5.29



**5: CONCISE STATEMENT OF THE FACTS:
OTHER VIOLATIONS OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW**

5.30

S

the R

5.31

5.32

5.33

5.30

5.31

5.32

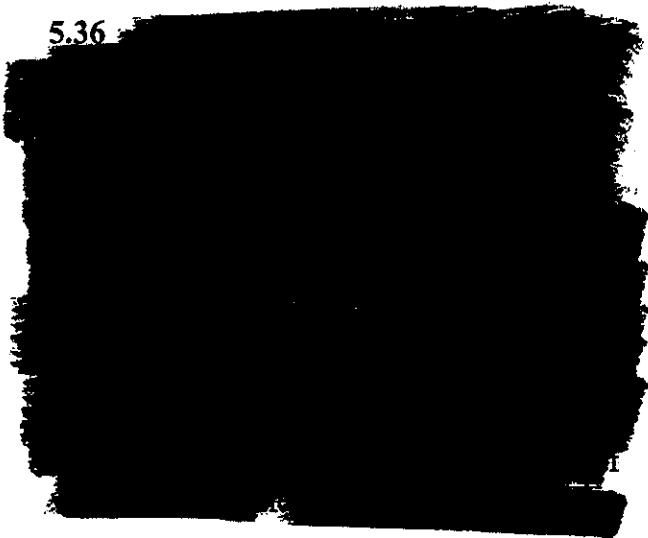
5.33

moved to the *Hôtel Diplomate*, where they were guarded by members of the Reconnaissance Battalion. In the morning of 7 April, elements of the Presidential Guard, the Para-Commando and Reconnaissance Battalion, under the orders of officers, including Captain Kabera from the Presidential Guards abducted and murdered political opponents.

5.34 During the morning of 7 April, Major Protails Mpiranya, upon being told by his soldiers that the Minister of Information, Mr. Faustin Rucogoza, who, together with his wife, was detained at the Presidential Guard camp, asked his soldiers why they were keeping them. Immediately after, the Minister of Information and his wife were assassinated by soldiers of the Presidential Guard inside their camp.

5.35 Thereafter, commanders of the Presidential Guard, Major Protails Mpiranya, of the Para-Commando Battalion, Major Aloys Ntabakuze and of the Reconnaissance Battalion, Major François Xavier Nzuwonemeye, were in communication with Colonel Théoneste Bagosora sometimes using a separate radio network.

5.36

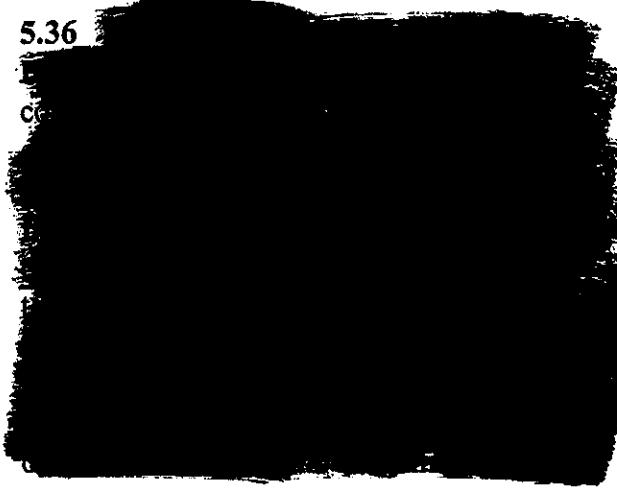


été transférés, par la suite, à l'hôtel Diplomate où leur sécurité a été assurée par des membres du bataillon de reconnaissance. Dans la matinée du 7 avril, des éléments de la Garde Présidentielle, des Bataillons Para Commando et de Reconnaissance, sous les ordres d'officiers, parmi lesquels Capitaine Kabera de la Garde Présidentielle ont enlevé et assassiné des opposants politiques.

5.34 Le 7 avril au matin, le Major Protails Mpiranya après avoir été informé par ses soldats que le Ministre de l'Information, M. Faustin Rucogoza, ainsi que son épouse, étaient détenus au camp de la Garde Présidentielle, leur a demandé pourquoi ils les gardaient. Immédiatement après, le Ministre de l'Information et son épouse ont été assassinés par des militaires de la Garde Présidentielle à l'intérieur de leur camp.

5.35 Par la suite les commandants de la Garde Présidentielle, le Major Protails Mpiranya, du Bataillon Para-Commando, le Major Aloys Ntabakuze et du Bataillon Reconnaissance, le Major François Xavier Nzuwonemeye sont restés en communication avec le Colonel Théoneste Bagosora grâce, entre autres, à un réseau radio parallèle.

5.36



armed civilians and this, in the presence of [REDACTED] who did nothing to protect them [REDACTED]

5.37 Between April and July 1994, several officers of the Rwandan Army, [REDACTED] ordered, encouraged and supported the massacres against the Tutsi population and the moderate Hutu.

5.38 Furthermore, as early as 7 April 1994, [REDACTED] praised the "work" of a Conseiller of [REDACTED] secteur, encouraging [REDACTED] to continue [REDACTED] "work in exterminating the small cockroaches".

5.39 Between 10 and 15 April 1994, many Tutsi who were fleeing from the massacres in their areas sought refuge [REDACTED]. On the orders [REDACTED] some of those refugees were taken to [REDACTED] compound, in [REDACTED], where their security should have been taken care of by the gendarmerie. In the following hours, the refugees were massacred by armed civilians.

5.40 From April to July 1994, although certain Gendarmerie units assigned to combat duty came under the General Staff

suivi. Peu après, [REDACTED] groupe de femmes et d'enfants a été tué par des civils [REDACTED] et ce, en présence [REDACTED] qui n'a rien fait pour les protéger.

5.37 Entre avril et juillet 1994, plusieurs officiers de l'Armée Rwandaise, [REDACTED] ont ordonné, encouragé et soutenu les massacres de la population tutsi et hutu modérée.

5.38 En outre, dès le 7 avril 1994, le [REDACTED] a félicité un conseiller de secteur de [REDACTED] pour son travail et l'a encouragé à continuer "son travail en exterminant les petits cancrelats".

5.39 Entre le 10 et le 15 avril 1994, plusieurs tutsi qui fuyaient les massacres sur leur colline ont cherché refuge à la [REDACTED]. Sur ordre [REDACTED] certains de ces réfugiés ont été conduits dans l'enceinte de [REDACTED] où leur sécurité devait être assurée par la gendarmerie. Dans les heures qui ont suivi les réfugiés ont été tués par des civils armés.

5.40 D'avril à juillet 1994, bien que certaines unités de la gendarmerie affectées au combat relevaient de l'Etat-Major de

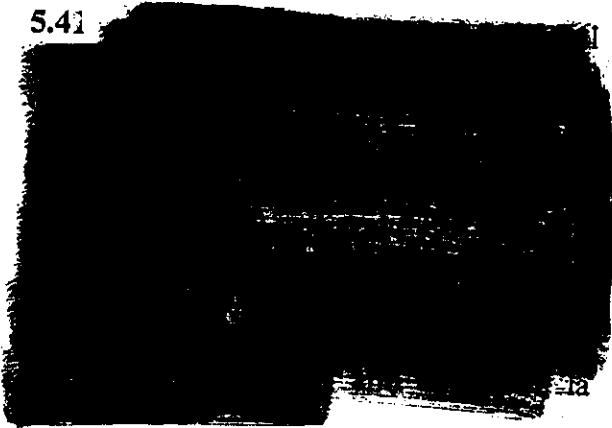
of the Rwandan Army, the other units were responsible for maintaining public law and order throughout Rwanda and were directly under General Augustin Ndindiliyimana, the Chief of Staff of the Gendarmerie.

5.41



l'Armée, les autres unités étaient encore responsables du maintien de l'ordre et la paix publique sur l'ensemble du territoire rwandais et relevaient directement du Chef de l'Etat-Major de la Gendarmerie, le Général Augustin Ndindiliyimana.

5.41



5.42 Furthermore, from April to July 1994, the officers of the General Staff of the Army participated in daily meetings at which they were informed of the massacres of the civilian Tutsi population and the moderate Hutu. These meetings assembled the members of the General Staff and unit commanders, including, among others, the Chief of Staff of the Rwandan Army, Major-General Augustin Bizimungu, the Chief of Staff of the Gendarmerie, General Augustin Ndindiliyimana, Major Francois-Xavier Nzuwonemeye, Brigadier-General Gratien Kabiligi, as well as the *directeur du cabinet* in the Ministry of Defence, Colonel Théoneste Bagosora.

5.42 De plus, d'avril à juillet 1994, les officiers de l'Etat-Major de l'Armée, ont participé à des réunions quotidiennes où ils ont été informés des massacres perpétrés contre la population civile Tutsi et Hutu modérée. Ces réunions regroupaient les membres de l'Etat-Major et les chefs d'unités dont, entre autres, le Chef de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise, le Major Général Augustin Bizimungu, le chef de l'Etat-Major de la gendarmerie, le Général Augustin Ndindiliyimana, le Major Francois-Xavier Nzuwonemeye, le Brigadier Général Gratien Kabiligi, ainsi que le directeur du cabinet du Ministère de la Défense, le Colonel Théoneste Bagosora.

ÉTENDUE DES MASSACRES ET AUTRES CRIMES

5.43 From April to July 1994, by virtue of their position, their statements, the orders they gave and their acts, [REDACTED]

[REDACTED], Major Protais Mpiranya,

[REDACTED] exercised authority over members of the Forces Armées Rwandaises, their officers and militiamen. The military, gendarmes and militiamen, as from 6 April 1994, committed massacres of the Tutsi population and of moderate Hutu and other crimes such as rapes and sexual assaults and other crimes of a sexual nature, which extended throughout the territory of Rwanda with the knowledge of [REDACTED]

[REDACTED], Major Protais Mpiranya,

5.44 The massacres and crimes committed against the members of the Tutsi population and the moderate Hutu extended throughout the territory of Rwanda. In every préfecture, local civil and military authorities and militiamen espoused the plan of extermination and followed the directives and orders in order to execute it. They called on the civilian population to eliminate the enemy and its "accomplices". They distributed weapons to civilians and militiamen. They gave orders to commit, aided, abetted and participated in such massacres and other crimes.

5.45 From April to July 1994, in all the regions of the country, members of the Tutsi population who were fleeing from the

ÉTENDUE DES MASSACRES ET AUTRES CRIMES

5.43 D'avril à juillet 1994, de par leurs fonctions, leurs propos, les ordres qu'ils ont donnés et leurs actes, le [REDACTED]

[REDACTED] le Major Protais Mpiranya, [REDACTED]

[REDACTED] ont exercé une autorité sur les membres des Forces Armées Rwandaises, leurs officiers et des miliciens. Ces militaires, gendarmes et miliciens ont commis dès le 6 avril des massacres contre la population tutsi et des hutu modérés et d'autres crimes incluant des viols, des agressions sexuelles et d'autres crimes de nature sexuelle, qui se sont étendus sur l'ensemble du territoire rwandais à la connaissance de: [REDACTED]

[REDACTED], Major Protais Mpiranya,

5.44 Les massacres et crimes commis à l'encontre de membres de la population Tutsi et des Hutu modérés se sont étendus sur l'ensemble du territoire du Rwanda. Dans chaque préfecture, des autorités locales, civiles et militaires et des miliciens ont adhéré au plan d'extermination et ont suivi les directives et les ordres afin de l'exécuter. Ils ont appelé la population civile à éliminer l'ennemi et ses "complices". Ils ont distribué des armes à des civils et des miliciens. Ils ont ordonné, encouragé, aidé et participé aux massacres et autres crimes.

5.45 D'avril à juillet 1994, dans toutes les régions du pays, des membres de la population Tutsi qui fuyaient les massacres

massacres in their [REDACTED] sought refuge in locations they believed would be safe, often on the recommendation of the local civil and military authorities. In many of these places, despite the promise that they would be protected by the local civil and military authorities, the refugees were attacked, abducted and massacred, by soldiers, gendarmes and militiamen, often on the orders or with the complicity of those same authorities. Furthermore, in many of those places, soldiers and militamen abducted, killed and raped or sexually assaulted Tutsi women.

[REDACTED]
Protais Mpiranya, in his capacity of Commander of the Presidential Guard

[REDACTED]
[REDACTED], knew or had reasons to know and that their subordinates were about to commit or had committed crimes and did nothing to prevent such crimes or to punish the perpetrators.

KIGALI

5.46 By virtue of the fact that Kigali was the capital of Rwanda, seat of the Government, and the location where the elite units of the Rwandan Army and the headquarters for both the Army and the Gendarmerie were situated, several of the military and civilian figures who had planned and organized the massacres played

sur leurs collines ont cherché refuge dans endroits qu'ils croyaient sûrs, souvent sur recommandation des autorités locales, civiles et militaires. Dans plusieurs de ces endroits, malgré la promesse qu'ils seraient protégés par les autorités locales, civiles et militaires, les réfugiés ont été attaqués, enlevés et massacrés, par des militaires, des gendarmes et des miliciens, souvent sur les ordres ou avec la complicité de ces mêmes autorités. En outre, dans plusieurs de ces endroits, des militaires et des miliciens ont enlevé, tué et violé ou agressé sexuellement de femmes tutsi.

[REDACTED]
Protais Mpiranya, en sa qualité de Commandant de la Garde Présidentielle.

[REDACTED]
savaient ou avaient des raisons de savoir que leurs subordonnées s'apprêtaient à commettre des crimes ou les avaient commis et non rien fait pour prévenir la commission de ces crimes ou d'en punir les auteurs.

KIGALI

5.46 Du fait que Kigali était la capitale du Rwanda, siège du Gouvernement, où étaient basées, en outre, les unités d'élites de l'Armée rwandaise, les États-Major de l'Armée et de la Gendarmerie, plusieurs des personnalités militaires et civiles qui avaient planifié et organisé les massacres y ont joué un rôle de premier plan dans leur exécution.

a leudi
diciembre.

5.47 On at least two occasions in April 1994, Tharcisse Renzaho, *Préfet* of Kigali and an officer on active service in the Rwandan Army attached to the Ministry of the Interior sent the *conseillers de secteur* and political leaders to collect weapons and ammunition from the Army Headquarters in order to distribute them at the roadblocks. Those roadblocks were used to exterminate the Tutsi population and eliminate its "accomplices".

5.48 As of 7 April, in Kigali, elements of the Rwandan Army, Gendarmerie and *Interahamwe* perpetrated massacres of the civilian Tutsi population often in collaboration with one another. Numerous massacres of the civilian Tutsi population took place in places where they had sought refuge, and included on many occasions, sexual violence and rape of Tutsi women.

[REDACTED]

e, Protais Mpiranya, in his capacity of Commander of the Presidential Guard,

[REDACTED]

[REDACTED]

knew or had reasons to know and that their subordinates were about to commit or had committed crimes and did nothing to prevent such crimes or to punish the perpetrators.

5.47 À au moins deux reprises en avril 1994, Tharcisse Renzaho préfet de Kigali et officier actif de l'armée rwandaise attaché au Ministère de l'Intérieur, a envoyé les conseillers de secteur et des dirigeants politiques chercher des armes et des munitions à l'Etat-Major de l'armée afin de les distribuer au niveau des barrages. Ces barrages étaient utilisés pour exterminer la population Tutsi et éliminer ses "complices".

5.48 Dès le 7 avril, à Kigali, des éléments de l'Armée Rwandaise, de la Gendarmerie et des *Interahamwe* se sont livrés à des massacres contre la population civile Tutsi souvent en collaboration entre eux. De nombreux massacres de la population civile Tutsi, incluant à plusieurs occasions, des agressions sexuelles et des viols de femmes tutsi, se sont déroulés dans des endroits où ils s'étaient réfugiés pour leur sécurité.

[REDACTED]

Protais Mpiranya, en sa qualité de Commandant de la Garde Présidentielle,

[REDACTED]

[REDACTED]

savaient ou avaient des raisons de savoir que leurs subordonnées s'apprêtaient à commettre des crimes ou les avaient commis et non rien fait pour prévenir la commission de ces crimes ou d'en punir les auteurs.

St Charles Lwanga

5.49 On 8 April 1994, soldiers from the Presidential Guard and militiamen attacked St Charles Lwanga Church where numerous persons had sought refuge. Several refugees including women and children were murdered as they fled in panic out of the church building. On 10 June 1994, soldiers and militiamen attacked the church a second time. During this attack, refugees were forced by soldiers and militiamen to get into trucks and were taken in the direction of a site called Rwampara but were executed before arriving there.

Josephite Brothers compound

5.50 On the 8 April 1994, soldiers and militiamen surrounded and attacked the Josephite Brothers compound where many Tutsi had sought refuge. Many refugees were killed during this attack and some victims were raped before being killed. From May to June 1994, soldiers checked the identities and took down the names of people recognized as being Tutsi who had taken refuge at that compound. Furthermore, during the same period soldiers and *Interahamwe* extorted money from the refugees. On 7 June 1994, soldiers surrounded the house, forced the occupants out and shot them dead.

ETO-Nyanza

5.51 As of 7 April 1994, many Tutsi sought refuge at the *École Technique Officielle (ETO)*, under the protection of UNAMIR, to escape the attacks against them.

Eglise Charles Lwanga

5.49 Le 8 avril 1994, des militaires de la Garde Présidentielle et des miliciens ont attaqué l'église Charles Lwanga où s'étaient réfugiés un grand nombre de personnes. Plusieurs d'entre elles, incluant des femmes et des enfants ont été assassinées alors qu'elles tentaient de fuir de l'église en panique. Le 10 juin 1994, l'église a été à nouveau attaquée par des militaires et des miliciens. A cette occasion les militaires et les miliciens ont forcé les réfugiés à monter à bord de camions et les ont conduits en direction d'un site nommé Rwampara, mais ils ont été exécutés avant leur arrivée.

Enceinte des Frères Josaphites

5.50 Le 8 avril 1994, des militaires et des miliciens ont encerclé et attaqué la maison des frères Josaphites où plusieurs personnes d'origine tutsi avaient trouvé refuge. Plusieurs réfugiés ont été assassinés durant cette attaque et certaines victimes ont été violées avant d'être assassinées. De mai à juin 1994, des militaires ont contrôlé l'identité et relevé les noms de personnes reconnues Tutsi qui s'étaient réfugiées dans cette enceinte. De plus, durant la même période des militaires et des interahamwe ont extorqué de l'argent des réfugiés. Le 7 juin 1994, des militaires ont entouré ladite maison, fait sortir les personnes qui s'y trouvaient et les ont fusillées.

ETO-Nyanza

5.51 Dès le 7 avril 1994, de nombreux Tutsi ont trouvé refuge à l'École Technique Officielle (ETO) sous la protection de la MINUAR pour échapper aux attaques dont ils étaient victimes.

[REDACTED] However, on 11 April 1994, immediately following the retreat of the UNAMIR Belgian contingent based at ETO, soldiers, including elements of the Presidential Guard and the Para Commando Battalion, and *Interhamwe*, rounded up a group of refugees and moved them to Nyanza. Théoneste Bagosora and Aloys Ntabakuze were present at the time. After forcing them to walk for two kilometres, the soldiers massacred the refugees. The survivors were finished off by militiamen on the soldiers' orders and few were able to escape.

St Andre's College

5.52 On 13 April 1994 soldiers and gendarmes from Nyamirambo Territorial Brigade, together with militiamen, surrounded and attacked St. Andre College, where hundreds of people, mainly Tutsi, had sought refuge since 7 and 8 April 1994. The soldiers and gendarmes, having checked their identity, selected all the Tutsi men and killed them, leaving their bodies outside the gates of the school.

Centre Hospitalier de Kigali

5.53 When the massacres started, the *Centre Hospitalier de Kigali* (CHK) took in numerous wounded Tutsi from various areas of the city. Soldiers from the Reconnaissance Battalion were guarding the hospital. On several occasions, soldiers selected Tutsi patients and killed them on the spot. Furthermore, a list of the staff of Tutsi descent was drawn up and several of the people on the list were killed. Soldiers

Malgré tout, le 11 avril 1994, immédiatement après le repli du contingent belge de la MINUAR basé à l'ETO, des militaires, dont des éléments de la Garde Présidentielle et du Bataillon Para Commando, et des *Interahamwe* ont encerclé les réfugiés et les ont déplacés vers Nyanza. Théoneste Bagosora et Aloys Ntabakuze étaient présents sur les lieux au même moment. Après une marche forcée de deux kilomètres, les militaires ont massacré les réfugiés. Les survivants ont été achevés, sur ordre des militaires, par des miliciens et peu ont pu échapper.

College St-André

5.52 Le 13 avril 1994, des militaires et des gendarmes de la Brigade territoriale de Nyamirambo et des miliciens ont encerclé et attaqué le Collège St-André, où des centaines de personnes, principalement des tutsi, avaient trouvé refuge depuis le 7 et le 8 avril 1994. Après avoir vérifié leur identité, des militaires et des gendarmes ont sélectionné tous les hommes tutsi et les ont assassinés, laissant leur corps à l'extérieur du Collège.

Centre Hospitalier de Kigali

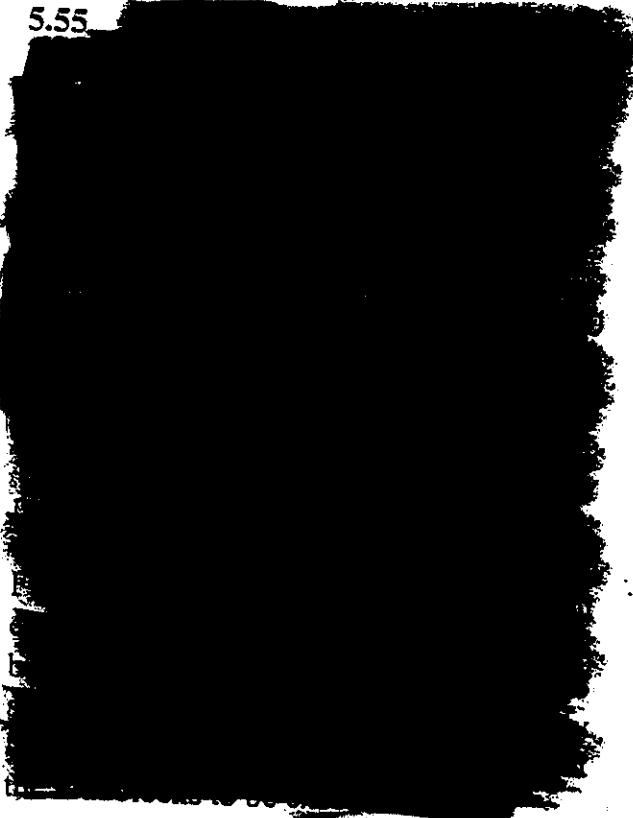
5.53 Dès le début des massacres, le Centre Hospitalier de Kigali (CHK) a accueilli de nombreux Tutsi blessés venant de différents quartiers de la ville. Des soldats du bataillon de Reconnaissance gardaient l'hôpital. À plusieurs reprises, des soldats ont sélectionné des patients tutsis et les ont tués sur place. En outre, une liste des membres du personnel d'origine Tutsi a été dressée et plusieurs d'entre eux ont été tués.

also selected and abducted Tutsi girls from within the hospital compound, and raped them, in several cases in kiosks situated at the hospital entrance. Each morning, the officer in charge reported to MINADEF (Ministry of Defence) on the number of Tutsi who had been killed.

Conseiller's office

5.54 During April and May 1994, soldiers, including those of the Presidential Guard, and *Interahamwe* came to the Conseiller's compound in Kicukiro on a daily basis and abducted young Tutsi women and girls to nearby locations, particularly empty houses and to a forest nearby, where they subjected them to gang-rapes, rapes and other degrading acts. Those who showed any resistance were killed.

5.55

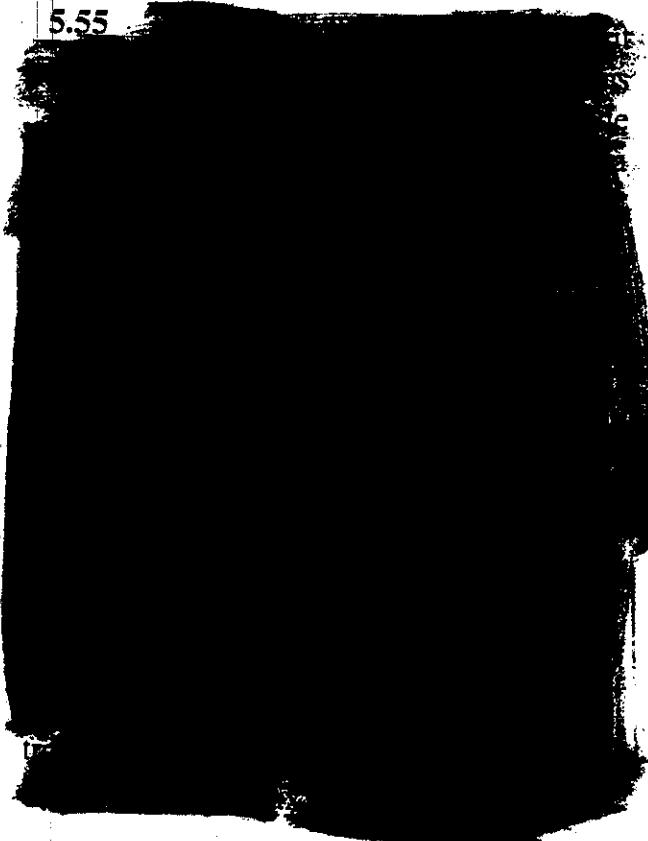


Ces soldats ont sélectionné également et enlevé des filles tutsies dans l'enceinte de l'hôpital et les ont violés, dans plusieurs cas, dans les kiosques situés à l'entrée de l'hôpital. Chaque matin, l'officier responsable faisait rapport au MINADEF (Ministère de la Défense) du nombre de Tutsi qui avaient été tués.

Bureau du Conseiller

5.54 En avril et mai 1994, des militaires, incluant des éléments de la Garde Présidentielle et des interahamwe se sont rendus quotidiennement au bureau du Conseiller de Kicukiro et ont enlevé des jeunes filles et femmes tutsi et les ont conduites dans des endroits rapprochés, particulièrement dans des résidences abandonnées ou des forêts avoisinantes où elles ont été victimes de viols collectifs, de viols ou de traitements dégradants. Celles qui résistaient ont été assassinées.

5.55



5.5

GITARAMA:

Kabgayi Primary school

5.57 Between April and June 1994, many people sought refuge in Kabgayi, Gitarama *préfecture*. Most of the refugees were concentrated in Kabgayi Primary School, known previously as Kabgayi Nursing School, which in fact is adjacent to Kabgayi Nursing School. Throughout this period, soldiers and *Interahamwe* came on a daily basis to the school and abducted and killed young men and boys who had sought refuge there. Furthermore, they selected and abducted Tutsi women and girls whom they raped in quarters where wounded soldiers were based or whom they took to the surrounding environs and forests to rape and sometimes kill.

Musambira Commune office and Dispensary

5.58 During April and May 1994, at Musambira *Commune* Office and Dispensary, Gitarama *Prefecture*, where numerous people sought refuge, soldiers and *Interhamwe* militiamen abducted and killed many Tutsi men and boys. Women and young girls were also regularly abducted to a nearby forest or location by soldiers and *Interhamwe*, brutally raped and humiliated, often by three or four soldiers in turn, and sometimes subsequently killed.

5.56

GITARAMA:

École Primaire de Kabgayi

5.57 Entre avril et juin 1994, plusieurs personnes ont trouvé refuge à Kabgayi, dans la préfecture de Gitarama. La majorité des réfugiés était regroupée à l'Ecole Primaire de Kabgayi, connu précédemment sous le nom d'Ecole des infirmières (ESI), qui est en réalité adjacente à l'Ecole des infirmières. Durant toute cette période, des militaires et des interahamwe, ont quotidiennement enlevé et tué des hommes et jeunes garçons réfugiés à cet endroit. En outre, ils ont sélectionné et enlevé des femmes et jeunes filles Tutsi qu'ils ont conduites soit aux quartiers réservés aux militaires blessés soit dans des endroits et forêts avoisinants pour y être violées et dans certains cas assassinées.

Bureau Communal et Dispensaire de Musambira

5.58 En avril et mai 1994, au Bureau Communal et au Dispensaire de Musambira, préfecture de Gitarama, où plusieurs personnes ont trouvé refuge, des militaires et des miliciens ont enlevé et tué plusieurs hommes et jeunes garçons tutsi. De plus, des femmes et jeunes filles tutsi ont régulièrement été enlevées, par des militaires et des interahamwe, pour être conduites dans des endroits et forêts avoisinants, brutalement violées et humiliées, souvent par trois ou quatre

TRAFIPRO

5.59 During April and May 1994, thousands of refugees gathered in the TRAFIPRO premises in Gitarama *Prefecture* to seek protection from ethnic violence in their different *communes*. During all this period, a large number of Tutsi men and young refugee boys were killed. During the same period Tutsi women and girls were abducted on a daily basis by soldiers and *Interahamwe* and taken to a nearby forest where they were subjected to sexual violence, including gang-rapes, sexual humiliation and insults. Commonly they were killed following the rapes.

5.60 Furthermore, many refugees who fled to those locations were often stopped at roadblocks, manned by soldiers and *Interahamwe*, where their identity was verified. Those identified as Tutsi were usually killed on the spot or taken away to be killed at other locations. Tutsi women suffered mostly the same fate but were often raped before being killed or occasionally allowed to go.

5.61 Informed of this situation, the Minister of Defense Augustin Bizimana,

[REDACTED] and the General Staff, did not take any effective steps to end the crimes once and for all.

militaires et tuées dans certains cas.

TRAFIPRO

5.59 En avril et mai 1994, des milliers de réfugiés se sont rassemblés dans l'enceinte de TRAFIPRO dans la préfecture de Gitarama pour chercher protection contre la violence ethnique dans leur propre commune. Durant toute cette période, des militaires et des miliciens ont enlevé et tué plusieurs hommes et jeunes garçons tutsi. Durant la même période, des militaires et des interahamwe ont quotidiennement enlevé des femmes et jeunes filles tutsi pour les conduire dans des forêts avoisinantes, où elles ont été agressées sexuellement, incluant des viols collectifs, des humiliations et des insultes. Régulièrement elles ont été assassinées après avoir été violées.

5.60 De plus, plusieurs réfugiés qui ont fui vers ces endroits ont souvent été arrêtés à des barrières, contrôlés par des militaires et des interahamwe, où ils ont dû décliner leur identité. Ceux identifiés tutsi étaient habituellement tués sur place ou exécutés à d'autres endroits. Les femmes tutsi en général ont subi le même sort mais étaient souvent violées avant d'être tuées ou occasionnellement autorisées à partir.

5.61 Informés de cette situation le Ministre de la Défense Augustin Bizimana,

[REDACTED] l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise, n'ont pris aucune mesure efficace pour mettre un terme définitif à ces crimes.

BUTARE

5.62 The country's civil and military leaders, on becoming aware of the exceptional situation in Butare, took the necessary steps for the Tutsi population to be eliminated. Moreover, members of the Army including elements of the Presidential Guards and *Interahamwe* militiamen were sent in from Kigali as reinforcement to start the massacres. Like in other *préfectures* members of the Tutsi population sought refuge in locations they thought would be safe, often locations that had been indicated to them by the authorities, including Butare *préfecture* Office, *Eglise Episcopale au Rwanda* (E.E.R.) Gishamvu Church and Nyumba Parish. At these locations, despite the promises given by authorities that they would be protected, soldiers and *Interahamwe* abducted and killed refugees. Rape and other acts of sexual violence were notoriously committed by soldiers and *Interahamwe* against Tutsi women and young girls. Furthermore, soldiers and *Interahamwe* abducted Tutsi women and young girls to isolated locations where they raped them and subjected them to various other acts of sexual violence, including degrading and humiliating treatment, such as exposure of sexual organs, nudity and derogatory and sexually abusive language.

Butare

5.62 Les dirigeants civils et militaires du pays ont pris conscience de la situation particulière qui régnait à Butare. Ils ont pris les mesures nécessaires pour que les Tutsi soient éliminés. En outre, des éléments de l'armée, incluant des membres de la Garde Présidentielle et des miliciens *Interahamwe* ont été envoyés en renfort de Kigali pour commencer les massacres. A l'instar d'autres préfectures, des membres de la population Tutsi ont cherché refuge dans des endroits qu'ils croyaient sûrs et souvent indiqués par les autorités. Ces endroits étaient en autres, le Bureau Préfectoral, l'*Eglise Episcopale au Rwanda* (E.E.R.), l'*Eglise de Gishamvu* et la paroisse de Nyumba. Dans ces lieux, malgré la promesse faite par les autorités qu'ils seraient protégés, des militaires et des *interahamwe* ont enlevé et tué des réfugiés. Des viols et des agressions sexuelles ont été notoirement commis à l'encontre de femmes et jeunes filles tutsi, par des militaires et des *interahamwe*. En outre, des militaires et des interahamwe ont enlevé des femmes et jeunes filles tutsi qu'ils ont conduites à des endroits isolés où elles ont été violées et soumises à différents actes de violence sexuelle, incluant des traitements dégradants et humiliants, tels qu'exhiber leurs organes génitaux, la nudité et un langage désobligeant et sexuellement abusif.

GISENYI

5.63 During the night of 6 to 7 April 1994, in Gisenyi *préfecture*, Military Commander Anatole Nsengiyumva ordered certain political leaders, local authorities and militiamen to meet at Gisenyi military camp. At this meeting, Anatole Nsengiyumva ordered the participants to kill all the RPF

Gisenyi

5.63 Dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, dans la préfecture de Gisenyi, le Commandant militaire Anatole Nsengiyumva a ordonné le rassemblement au camp militaire de Gisenyi de certains dirigeants politiques, des autorités locales et des miliciens. Lors de ce rassemblement

accomplices and all the Tutsi. At the end of the meeting, Anatole Nsengiyumva ordered his subordinates to distribute weapons and grenades to the militiamen who were present. Between April and July 1994, the militiamen, on the orders of Anatole Nsengiyumva, hunted down, abducted, raped and killed many members of the Tutsi and moderate Hutu population in Gisenyi.

5.64 In April 1994, on the orders of Appolinaire Biganiro the Gendarmerie Commander for Gisenyi, [REDACTED]

[REDACTED] Omar Serushago, Thomas Mugiraneza, Bernard Munyagishari, Hassan Gitoki, Damas, Michael Abuba and others, went to the Gisenyi military camp to get several Tutsi and moderate Hutu detained in the Gendarmerie station jail. In complicity with the guards present, they abducted them and took them to "Commune Rouge", where they were killed by members of the group and by Interahamwe present on the site.

5.65 Between April and June 1994, on the orders of Appolinaire Biganiro, Omar Serushago, Bernard Munyagishari, Thomas Mugiraneza, Damas, Michel, Hassan Gitoki and others, went to the company Rwandex in Gisenyi to abduct and kill Tutsis who had sought refuge there. Upon their arrival, they beat to death a Tutsi man who was trying to stop them. Afterwards, they abducted four persons of Tutsi origin who were identified by the gendarmes present at the scene. They then took them to "Commune Rouge", where they were killed. On this occasion, one of the Tutsi victims was raped on the orders of Bernard Munyagishari and in the presence of Omar Serushago.

Anatole Nsengiyumva a donné l'ordre aux participants de tuer tous les complices du FPR et tous les Tutsi. À la fin de la réunion, Anatole Nsengiyumva a ordonné à ses subordonnés de distribuer des armes et des grenades aux miliciens présents. Entre avril et juillet 1994, des miliciens sous les ordres d'Anatole Nsengiyumva ont traqué, enlevé, violé et tué plusieurs membres de la population Tutsi et Hutu modérée de Gisenyi.

5.64 En avril 1994, sur ordre d'Appolinaire Biganiro, Commandant de la Gendarmerie de Gisenyi, [REDACTED]

[REDACTED], Omar Serushago, Thomas Mugiraneza, Bernard Munyagishari, Hassan Gitoki, Damas, Michael Abuba et d'autres, se sont rendus au camp militaire de Gisenyi pour aller chercher plusieurs Tutsi et Hutu modérés détenus au cachot de la Brigade de la Gendarmerie. En complicité avec les gardes présents, ils les ont enlevés, les ont conduits à la "Commune Rouge" où ils ont été exécutés par des éléments du groupe et des Interahamwe présents sur les lieux.

5.65 Entre avril et juin 1994, sur ordre d'Appolinaire Biganiro, Omar Serushago, Bernard Munyagishari, Thomas Mugiraneza, Damas, Michel, Hassan Gitoki et d'autres, se sont rendus à la compagnie Rwandex, située à Gisenyi, pour enlever et tuer les tutsi qui s'y réfugiaient. À leur arrivée, ils ont battu à mort un homme d'origine Tutsi, qui tentait de les empêcher. Par la suite, ils ont enlevé quatre personnes d'origine tutsi, identifiées par les gendarmes présents sur les lieux. Ils les ont ensuite conduites à la "Commune Rouge" où elles ont été tuées. À cette occasion, l'une des victimes d'origine tutsi a été violée, sur ordre de Bernard Munyagishari et en présence de Omar

and militiamen. Certain units of the Para-Commando, Reconnaissance and Presidential Guard [redacted] were the most implicated in these crimes in the capital and in other *préfectures*, often acting in concert with the militiamen.

gendarmes et des miliciens. Certaines unités des Bataillon Parachutiste commando, de Reconnaissance et de la Garde Présidentielle ont été les plus impliquées dans la commission de ces crimes dans la capitale et dans d'autres préfectures du pays, agissant souvent de concert avec les miliciens.

5.69 Further, from April to July 1994, in the course of the massacres, some soldiers gave assistance to militiamen, notably by providing them logistical support, i.e. weapons, transport and fuel.

5.69 En outre, d'avril à juillet 1994, durant la commission des massacres, des militaires ont aidé des miliciens, notamment en leur fournissant la logistique, à savoir des armes, du transport et du carburant.

5.70 The massacres thus perpetrated were the result of a strategy adopted and elaborated by political, civil and military authorities in the country, such as [redacted]

5.70 Les massacres perpétrés furent le résultat d'une stratégie adoptée et élaborée par des autorités politiques, civiles et militaires du pays dont [redacted]

Protais Mpiranya.

Protais Mpiranya

who conspired to exterminate the Tutsi population. As from 7 April, other authorities at the national and local levels espoused this plan and joined the first group in encouraging, organizing and participating in the massacres of the Tutsi population and its "accomplices".

se sont entendues pour exterminer la population Tutsi. À partir du 7 avril, d'autres autorités nationales et locales ont adhéré à ce plan et se sont jointes au premier groupe pour encourager, organiser et participer aux massacres de la population Tutsi et ses "complices".

5.71 During the events referred to in this indictment, rapes, sexual assaults and other crimes of a sexual nature were systematically and widely committed throughout Rwanda. These crimes were perpetrated by, among others, soldiers, militiamen and gendarmes against the Tutsi population, in particular against Tutsi women and young girls.

5.71 Lors des événements auxquels se réfère le présent acte d'accusation, des viols, des agressions sexuelles et d'autres crimes de nature sexuelle ont été commis, d'une façon systématique et généralisée sur tout le territoire du Rwanda. Ces crimes ont été perpétrés, entre autres, par des militaires, des miliciens et des gendarmes contre la population Tutsi, en particulier des femmes et des jeunes filles Tutsi.

5.72 Military officers, members of the Interim Government and local authorities aided and abetted their subordinates and others to exterminate the Tutsi population and eliminate its "accomplices". Without the complicity of the local and national civil and military authorities, the principal

5.72 Des officiers militaires, des membres du Gouvernement Intérimaire et des autorités locales ont aidé et encouragé leurs subordonnés et des tiers à exterminer la population Tutsi et éliminer ses "complices". Sans la complicité des autorités locales et nationales, civiles et

massacres would not have occurred.

5.73 Knowing that massacres of the civilian population were being committed, the political and military authorities, including [REDACTED]

[REDACTED] Protais Mpiranya,

[REDACTED] They [REDACTED] took no initiative or any measures to stop them. On the contrary, they refused to intervene to control and appeal to the population as long as a ceasefire had not been declared. This categorical refusal was communicated to the Special Rapporteur via the Chief of Staff of Rwandan Army, Major-General Augustin Bizimungu.

5.74 [REDACTED]

[REDACTED] Protais Mpiranya,

[REDACTED] in their positions of authority, acting in concert with, notably Théoneste Bagosora, Gratien Kabiligi, Aloys Ntabakuze, Augustin Bizimana, Anatole Nsengiyumva and Tharcisse Renzaho, participated in the planning, preparation or execution of a common scheme, strategy or plan, to commit the atrocities set forth above. The crimes were committed by them personally, by persons they assisted or by their subordinates, and with their knowledge or consent.

militaires, les principaux massacres n'auraient pas eu lieu.

5.73 Sachant que des massacres étaient commis contre la population civile, les autorités politiques et militaires parmi lesquels le [REDACTED]

[REDACTED] Protais Mpiranya,

[REDACTED] n'ont entrepris aucune initiative ou pris aucune mesure pour les arrêter. Au contraire ils ont refusé d'intervenir pour contrôler et faire appel à la population pour autant qu'un accord de cessez-le-feu n'était pas signé. Ce refus catégorique a été transmis au Rapporteur spécial par l'intermédiaire du Chef de l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise, le Major-Général Augustin Bizimungu.

5.74 [REDACTED]

[REDACTED], Protais Mpiranya,

[REDACTED] dans leur position d'autorité, agissant de concert avec notamment Théoneste Bagosora, Gratien Kabiligi, Aloys Ntabakuze, Augustin Bizimana, Anatole Nsengiyumva et Tharcisse Renzaho ont participé à la planification, à la préparation ou à l'exécution d'un plan, d'une stratégie ou d'un dessein commun, visant à commettre les atrocités énoncées ci-dessus. Ces crimes ont été perpétrés par eux-mêmes ou par des personnes qu'ils ont aidées ou par leurs subordonnés, alors qu'ils en avaient connaissance ou y ont consenti.

6. LES CHEFS D'ACCUSATION

COUNT 1:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

PREMIER CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

[REDACTED]

, 5

[REDACTED]

, 5.65

3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

conspired with others to kill and cause serious bodily or mental harm to members of the Tutsi population with the intent to destroy, in whole or in part, a racial or ethnic group, and thereby committed **CONSPIRACY TO COMMIT GENCODE**, a crime stipulated in Article 2(3)(b) of the Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

COUNT 2:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

se sont entendus avec d'autres pour tuer et porter des atteintes graves à l'intégrité physique et mentale de membres de la population tutsi dans l'intention de détruire en tout ou en partie ce groupe ethnique ou racial, et ont, de ce fait commis le crime **D'ENTENTE EN VUE DE COMMETTRE LES GÉNOCIDE** tel que prévu à l'article 2(3)(b) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6(1) et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

5.48, 5.55, 5.54, 5.65

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

are responsible for killing and causing serious bodily or mental harm to members of the Tutsi population with the intent to destroy, in whole or in part, a racial or ethnic group, and thereby committed GENOCIDE, a crime stipulated in Article 2(3)(a) of the Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

ALTERNATIVELY TO COUNT 2

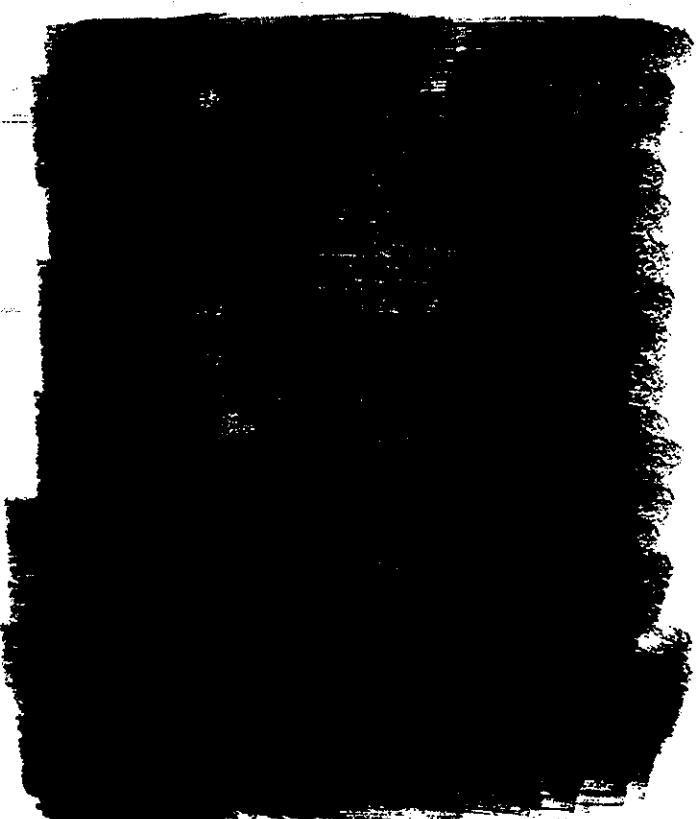
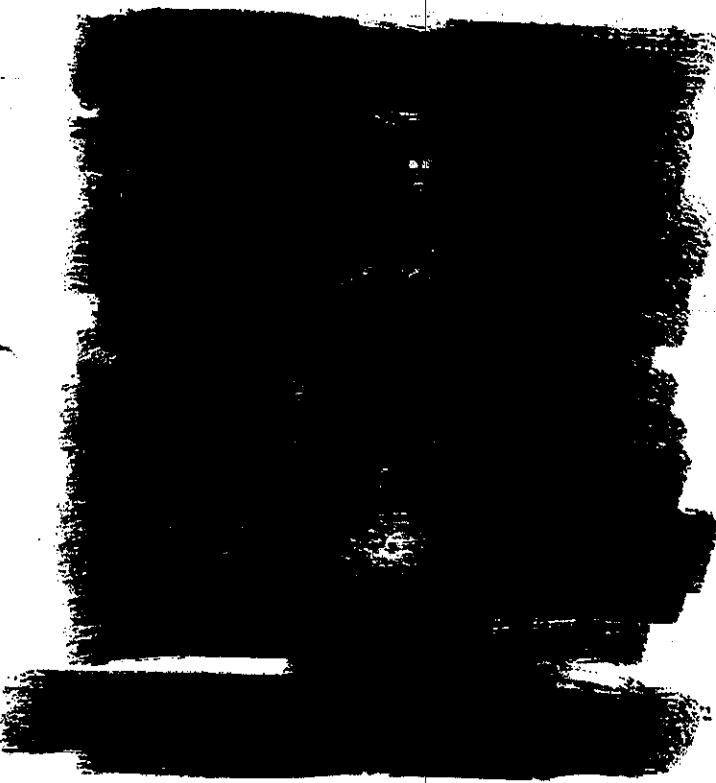
COUNT 3:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

sont responsables de meurtres et d'atteintes graves à l'intégrité physique et mentale de membres de la population tutsi dans l'intention de détruire en tout ou en partie ce groupe ethnique ou racial et ont, de ce fait, commis le crime de GÉNOCIDE tel que prévu à l'article 2(3)(a) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

ALTERNATIVEMENT AU DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION TROISIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;



3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43,

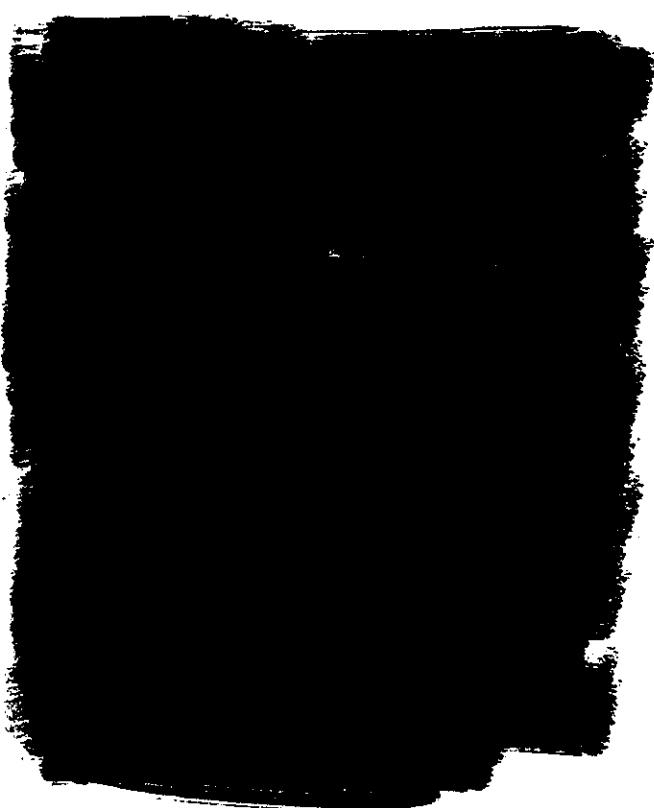
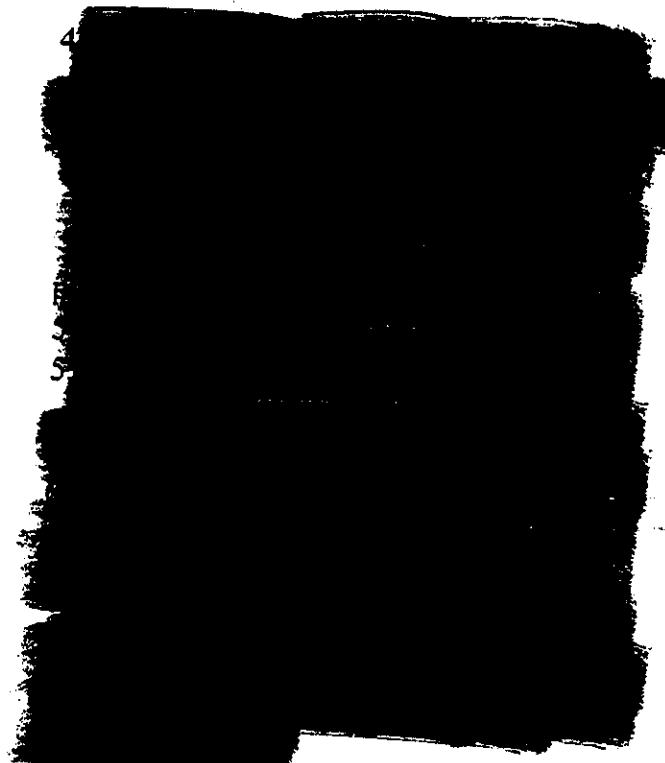
3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34,

5.

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

4



are responsible for killing and causing serious bodily or mental harm to members of the Tutsi population with the intent to destroy, in whole or in part, a racial or ethnic group, and thereby committed **COMPLICITY IN GENOCIDE**, a crime stipulated in Article 2(3)(e) of the Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables de meurtres et d'atteintes graves à l'intégrité physique et mentale de membres de la population tutsi dans l'intention de détruire en tout ou en partie ce groupe ethnique ou racial et ont, de ce fait, commis le crime de **COMPLICITÉ DANS LE GÉNOCIDE** tel que prévu à l'article 2(3)(e) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 4:

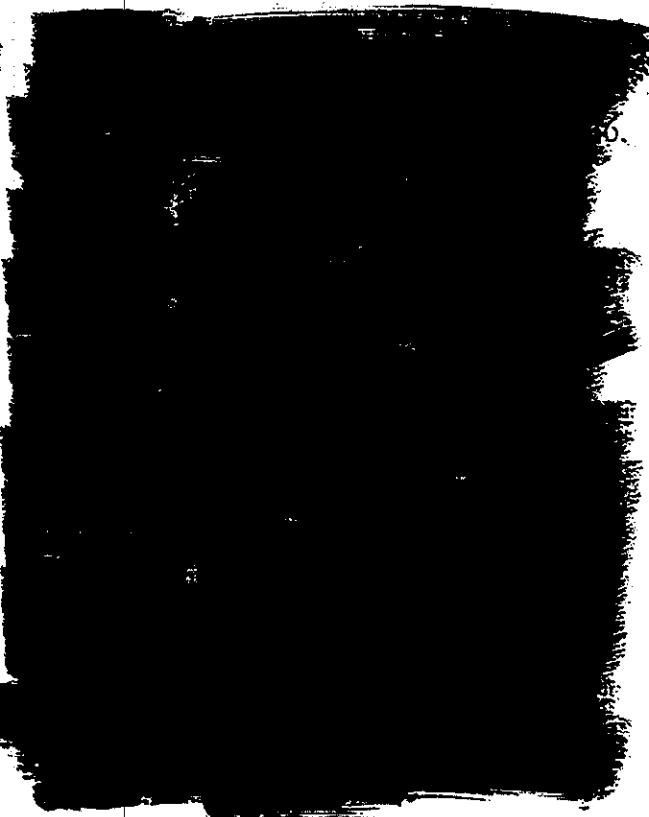
By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically

QUATRIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus

in the paragraph referred to below:

paragraphs référencés

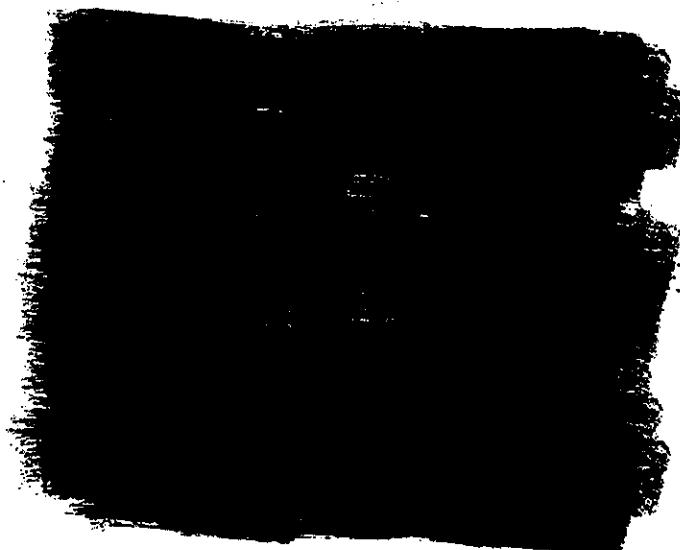


3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62



[REDACTED]

[REDACTED]

are responsible for the murder of persons as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(a) of the Statute of Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

COUNT 5:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

[REDACTED]

[REDACTED]

2) **Protais Mpiranya:** pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 5.7,

sont responsables d'assassinats de personnes dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale, et ont, de ce fait commis un **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, tel que prévu à l'article 3(a) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

CINQUIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

[REDACTED]

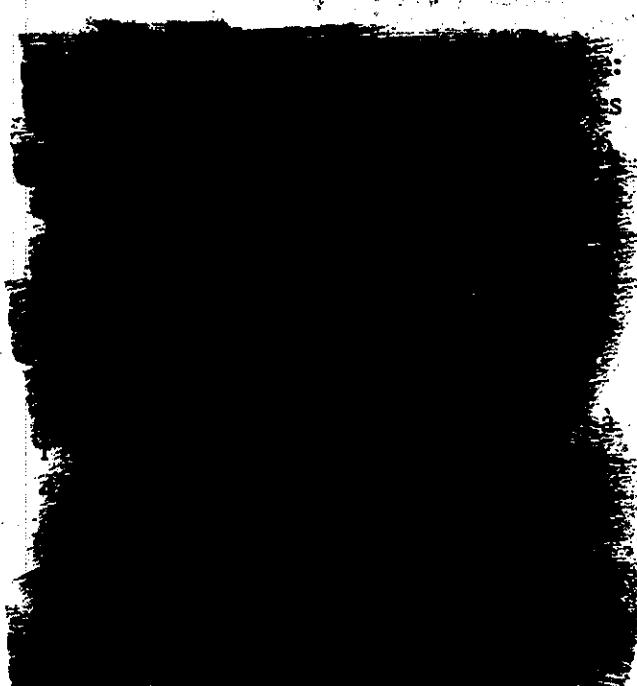
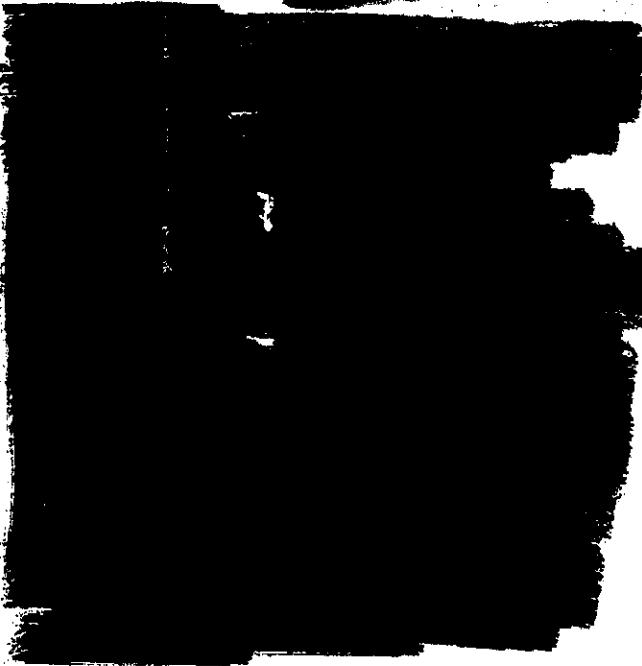
[REDACTED]

2) **Protais Mpiranya:** conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.42, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les

5.13, 5.14

paragraphes 5.1 à 5.14



are responsible for the murder of the ten belgian soldiers from UNAMIR as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(a) of the Statute of Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables de l'assassinat des dix militaires belges de la MINUAR dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale, et ont, de ce fait commis un **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, tel que prévu à l'article 3(a) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 6:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

SIXIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

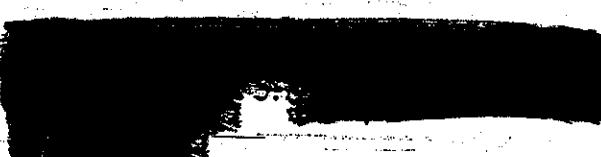
conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

are responsible for the extermination of persons as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(b) of the Statute of Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables d'extermination de personnes dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale, et ont, de ce fait commis un **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, tel que prévu à l'article 3(b) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 7:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:



2) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(3), paragraphs: 5.7, 5.54



SEPTIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;



2) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 5.7, 5.54



are responsible for rape as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(g) of Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the

sont responsables de viols dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale, et ont, de ce fait commis un **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, tel que prévu à l'article 3(g) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables

Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 25 of the Statute.

en vertu de l'article 22 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 25 du même Statut.

COUNT 8:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

HUITIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

are responsible for persecution on political, racial or religious grounds, as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(h) of Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables de persécution pour des raisons politiques, raciales ou religieuses de personnes dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale, et ont, de ce fait commis un **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, tel que prévu à l'article 3(h) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables conformément à l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 9:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

NÉUVIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référenciés ci-dessous:

3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62,

3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62

are responsible for human rights violations against persons as part of a widespread and systematic attack against a civilian population on political, ethnic or racial grounds, and thereby committed a **CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(i) of Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables d'actes inhumains contre des personnes dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre une population civile, en raison de son appartenance politique, ethnique ou raciale. et ont, de ce fait commis un crime contre l'humanité, **CRIME CONTRE L'HUMANITÉ** tel que prévu à l'article 3(i) du Statut du Tribunal pour lequel ils sont individuellement responsables en vertu de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du même Statut.

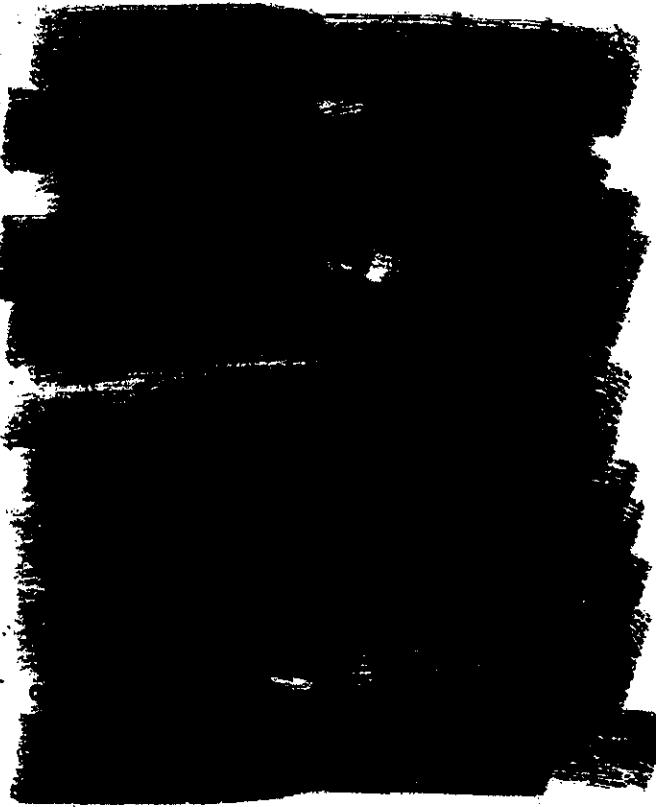
COUNT 10

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:



DIXIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;



3) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15,

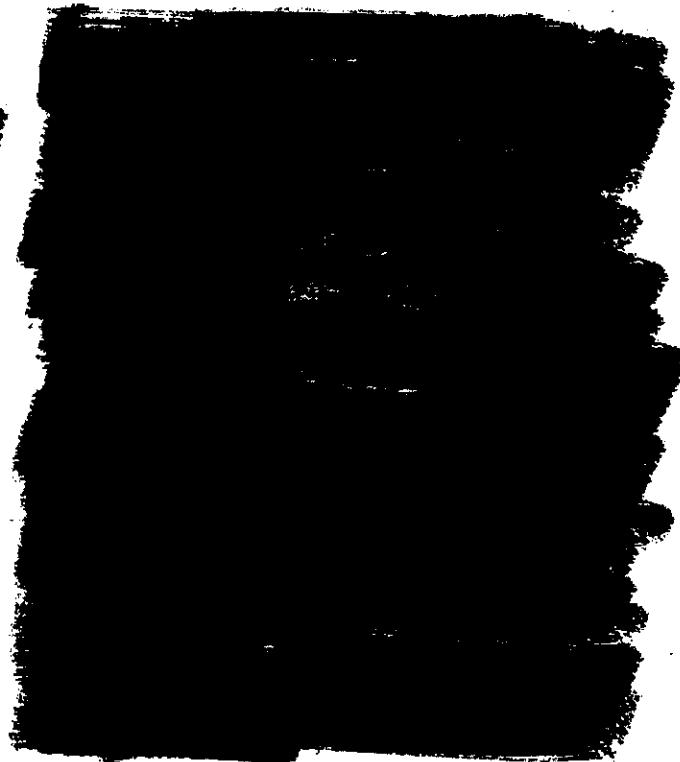
3) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: 1.7 à 1.10,

4.17, 4.23, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62.

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62.

4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.45, 5.46

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 4.20, 4.37, 4.38, 5.7, 5.13, 5.14, 5.20, 5.23, 5.25, 5.33, 5.34, 5.45, 5.48, 5.51, 5.54, 5.62



are responsible for killing and causing violence to health and to the physical or mental well-being of civilians as part of an armed internal conflict, and thereby committed **SERIOUS VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS AND ADDITIONAL PROTOCOL II**, a crime stipulated in Article 4 (a) of the Statute of the Tribunal, for which they are individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

sont responsables de meurtres, d'atteintes à la santé et au bien être physique et mental de personnes civiles dans le cadre d'un conflit armé interne, et ont, de ce fait, commis le crime de **VIOLATIONS GRAVES DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II** tel que prévu à l'article 4 (a) du Statut du Tribunal et pour lequel ils sont individuellement responsables en vertut de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 11.

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:

UNIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;

[REDACTED]

[REDACTED]

2) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(1), paragraphs: 1.7 to 1.10, 4.1, 4.15, 4.17, 4.23, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.35, 5.43, 5.45

2) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(1), les paragraphes: paragraphes: 1.7 à 1.10, 4.1, 4.15, 4.37, 5.13, 5.19, 5.34, 5.42, 5.43, 5.45

pursuant to Article 6(3), paragraphs: 5.7, 5.13, 5.14

conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 5.7, 5.13, 5.14

[REDACTED]

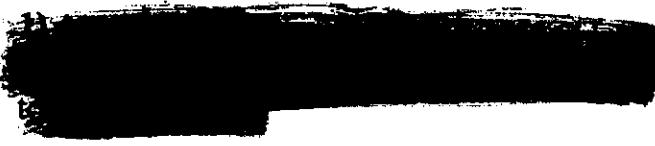
[REDACTED]

is responsible for violence to life, health and physical well-being of persons, particularly of an armed internal conflict and particularly the killing of the ten belgian soldiers from UNAMIR, and thereby committed SERIOUS VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS AND ADDITIONAL PROTOCOL II, a crime stipulated in Article 4 (a) of the Statute of the Tribunal, for which he is individually responsible pursuant to Article 6 of the Statute and which is punishable in reference to Articles 22 and 23 of the Statute.

est responsable des atteintes portées à la vie dans le cadre d'un conflit armé interne et particulièrement du meurtre des dix militaires belges de la MINUAR et a de ce fait, commis le crime de VIOLATIONS GRAVES DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II tel que prévu à l'article 4 (a) du Statut du Tribunal et pour lequel il est individuellement responsables en vertut de l'article 6 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 du Statut.

COUNT 12:

By the acts or omissions described in paragraphs 5.1 to 6.74 and more specifically in the paragraphs referred to below:



2) Protais Mpiranya: pursuant to Article 6(3), paragraphs: 5.7, 5.54



DOUZIÈME CHEF D'ACCUSATION

Par les actes et omissions décrits aux paragraphes 5.1 à 6.74 et plus particulièrement aux paragraphes référencés ci-dessous;



2) Protais Mpiranya: conformément à l'article 6(3), les paragraphes: 5.7, 5.54



is responsible for outrages upon personal
womyn, in particular humiliating and
degrading treatment, rape and indecent
assault, as part of an armed internal conflict,
and thereby committed SERIOUS
VIOLATIONS OF ARTICLE 3
COMMON TO THE GENEVA
CONVENTIONS AND OF
ADDITIONAL PROTOCOL II, a crime
stipulated in Article 4(c) of the Statute of
the Tribunal, for which they are individually
responsible pursuant to Article 6 of the
Statute; and which is punishable in reference
to Articles 22 and 23 of the Statute.

est responsable d'atteintes à la dignité de
la personne, en particulier de traitements
humiliants et dégradants, de viols et
d'attentats à la pudicité dans le cadre d'un
conflit armé interne, et ont, de ce fait,
commis le crime de **VIOLATIONS**
GRAVES DE L'ARTICLE DE
L'ARTICLE 3 COMMUNE AUX
CONVENTIONS DE GENÈVE ET DU
PROTOCOLE ADDITIONNEL II tel que
prévu à l'article 4(e) du Statut du Tribunal et
pour lequel ils sont individuellement
responsables en vertu de l'article 6 du Statut
et punissables en vertu des articles 22 et 23
du même Statut.

At The Hague, the 20th January '00

Caria Del Ponte
Prosecutor

À La Haye, le 20 janvier 2000

Caria Del Ponte
Procureur